

# La correspondance d'Augustini durant sa mission à Berne

(7 juin - 6 août 1802)

publiée par

Michel SALAMIN

Dès la création de la République cisalpine, la France aspire à se rendre maîtresse du Valais, car elle a besoin d'une liaison directe avec l'Italie. Aussi souhaite-t-elle que les dirigeants de la République helvétique se moulent à sa volonté. Les querelles que les fédéralistes et les unitaires se livrent en Suisse pour disposer du pouvoir favorisent ses visées. Quand, à la suite du coup d'Etat du 17 avril 1802, les unitaires, avec l'appui français, s'emparent des rênes du gouvernement, la France croit sa politique réalisée. Les unitaires n'adoptent-ils pas le principe de la cession du Valais à la condition néanmoins que les formes en soient aussi légales que possible ? Ils convoquent donc à Berne quelques notables valaisans chargés de conférer avec eux sur le sort politique de leur pays.

En Valais, la Chambre administrative et le préfet national de Rivaz chargent le sénateur Jean-Joseph Duc de se rendre à Berne<sup>1</sup>, car ils sont très soucieux de mettre un terme aux vexations sous lesquelles le général Turreau accable le Valais. Duc a mission d'y retrouver le juge au tribunal suprême, Pierre-Antoine Preux, le sénateur Maurice Zurbriggen, et Louis Tousard d'Olbec qui réside à Berne depuis la fin du mois de janvier. Ils constituent ensemble la députation valaisanne.

Les membres du gouvernement helvétique craignent pourtant d'accueillir officiellement cette députation. Ils la renvoient auprès du ministre français Verninac. Celui-ci propose différents thèmes de discussion et il se montre si peu excessif dans ses exigences que le gouvernement helvétique tient à reprendre la direction des négociations. Il souhaite au préalable que d'autres notables du Valais lui accordent leur concours. C'est ainsi que, le 13 mai, parviennent à Berne le préfet Charles-Emmanuel de Rivaz, l'ancien colonel

<sup>1</sup> Pour ces instructions, cf. Rz, cart. 72/17/2 : *Notes préparées pour le citoyen chargé de se rendre auprès le gouvernement helvétique et de partir à cette fin de Sion le 21 avril 1802.*

Gaspard-Eugène Stockalper et l'ancien bourgmestre de Sion, Pierre-Joseph de Riedmatten. Dès cet instant, la députation valaisanne comprend sept membres, tous impatients d'être reçus par les autorités helvétiques.

Mais l'insurrection vaudoise et la rédaction d'un nouveau projet de constitution accaparent alors l'esprit des dirigeants unitaires. Les Valaisans ne sont admis qu'auprès d'une commission gouvernementale : le comité diplomatique. Le 18 mai, ils remettent au landammann Rengger les articles politiques qu'ils croient convenables de stipuler en faveur de leur pays<sup>2</sup>. Les conversations avec Rengger et avec Verninac commencent le 25 mai et durent jusqu'au 7 juin.

Pendant que débutent les négociations, le président de la Chambre administrative du Valais, Antoine-Marie Augustini, ronge son frein dans son pays où le général Turreau le tient sous surveillance du 2 au 24 mai. A peine est-il libre de ses mouvements qu'Augustini propose à ses collègues de la Chambre un arrêté qui le délègue à Berne « pour paraître au nom du peuple du Valais et veiller à ses intérêts à l'effet de ne pas laisser échapper l'occasion de devenir indépendants et de ne pas s'y livrer sans des conditions avantageuses »<sup>3</sup>.

Le 28 mai, Augustini quitte Sion pour Berne<sup>4</sup>. Mais avant de s'y établir, il se rend à Orbe auprès d'un chirurgien<sup>5</sup> dont il espère grand bien pour son fils malade.

Quant aux notables, satisfaits d'avoir obtenu l'indépendance de leur pays, ils se hâtent de « revenir chez eux recueillir des remerciements de leurs compatriotes d'une si heureuse issue de cette négociation »<sup>6</sup>. Ils quittent Berne, le 12 juin<sup>7</sup>.

Seul Augustini, député par ses collègues administrateurs Isaac de Rivaz, François-Alexis Allet et Nicolas Roten, demeure à Berne avec la double mission de discuter les articles de la nouvelle constitution valaisanne et de défendre les intérêts de ses compatriotes. Il saura s'y faire valoir. L'activité très intense qu'il y déploie lui servira de tremplin à la fonction de grand bailli de la République du Valais.

Le séjour d'Augustini à Berne se situe entre le 7 juin et le 6 août. Pendant deux mois, ce ne sont que visites protocolaires, conversations diploma-

<sup>2</sup> Sur cette question, cf. notre *Histoire politique du Valais sous la République helvétique*, pp. 208-210, dans *Vallesia*, t. 12, Sion, 1957, pp. 1-281 (cité : *Histoire politique...*).

<sup>3</sup> Charles-Emmanuel de Rivaz, *Mémoires historiques sur l'occupation militaire du Valais par le général Turreau*, publiés par Grenat, Sion, 1890, pp. 231-232 (cité : Ch.-Emm. de Rivaz, *Mémoires historiques...*).

<sup>4</sup> Michel Salamin, *Les notes quotidiennes de P.-J. de Riedmatten et de L. Tousard d'Olbec sur les préliminaires à la constitution de 1802*, p. 225, dans *Vallesia*, t. 17, Sion, 1962, pp. 213-225. — Voir aussi Ch.-Emm. de Rivaz, *Mémoires historiques...*, p. 232. — P.-J. de Riedmatten indique pour ce fait la date du 1<sup>er</sup> juin. Quant à Ch.-Emm. de Rivaz, il distingue entre un premier passage au début du mois de juin et l'établissement définitif « au moment où les négociations et les conférences étaient finies ».

<sup>5</sup> Il pourrait s'agir de Pierre-Frédéric Jaccard, 1768-1820. Cf. Dr Eugène Olivier, *Médecine et santé dans le pays de Vaud au XVIII<sup>e</sup> siècle, 1675-1798*, dans *Bibliothèque historique vaudoise*, t. 32, Lausanne, 1939, pp. 963-964.

<sup>6</sup> Anne-Joseph de Rivaz, *Mémoires historiques sur le Valais (1798-1834)*, publiés par André Donnet dans *Mém. et doc. publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, 3<sup>e</sup> série, t. 5-7, 3 vol., t. 1, p. 132 (cité : A.-J. de Rivaz, *Mémoires...*).

<sup>7</sup> Voir plus loin, pièce N° 4.

tiques et travaux de correspondance. Pour un homme aussi dynamique et aussi ambitieux qu'Augustini, ce mode de vie n'a rien d'excessif. Bien mieux, c'est l'occasion rêvée de s'afficher indispensable et de s'assurer un brillant avenir politique.

Il nous a paru intéressant de rechercher dans les archives fédérales et cantonales la correspondance et les mémoires adressés par Augustini aux différentes autorités et de retrouver les renseignements que le Valais lui faisait parvenir. Nous avons constaté que de nombreux documents étaient encore inédits. Nous les publions donc *in extenso*. Quant aux pièces déjà parues dans d'autres travaux, nous nous contentons de les mentionner et d'en donner une brève analyse.

Au début de nos recherches, nous pensions réunir le plus clair d'un dialogue établi entre Augustini et les autorités du Valais. Or, il n'en est rien ou presque rien. A peine est-il possible de glaner çà et là quelques bribes de propos échangés, un semblant de réponse à une question posée, un bref accusé de réception. Tandis que les lettres écrites du Valais expliquent presque uniquement l'occupation du pays par le général Turreau, celles rédigées par Augustini présentent l'aspect d'un soliloque terminé par un bulletin de victoire que nombre de Valaisans durent lire avec appréhension : le général Turreau, dont ils souhaitaient le départ, demeurerait en Valais en qualité de commissaire français.

Tel est l'aboutissement de cette correspondance. Il faut l'observer dès son début.

Pendant les six premiers jours de son séjour à Berne, Augustini participe à la rédaction de quelques notes que les notables veulent confier à Verminac. Puis, dès le départ de ses compatriotes, il se met au travail. Sa première lettre date du 13 juin. Elle ouvre le début d'un monologue dans lequel Augustini explique ses activités, développe ses va-et-vient diplomatiques, renseigne sur les négociations relatives à la constitution du Valais. Ses lettres s'adressent circulairement aux notables valaisans. Trois d'entre elles sont envoyées au seul préfet Ch.-Emm. de Rivaz qui d'ailleurs est le meilleur informateur d'Augustini sur la situation du Valais. Les vexations du général Turreau, les manifestations des partisans de la France, la résistance des patriotes helvétiques sont exposées avec abondance dans les lettres préfectorales.

Un fait nous étonne quand nous considérons cette correspondance : nous n'avons trouvé aucune lettre d'Augustini depuis le 16 juillet jusqu'au 1<sup>er</sup> août. N'y aurait-il là qu'un silence de longue durée ou plutôt Augustini n'aurait-il pas mis à profit ce temps pour préparer sa candidature au grand baillivat ? Dans ce cas, ses lettres seraient surtout parvenues à ses amis du Haut-Valais, ses fidèles soutiens politiques. Il est sans doute permis de s'appuyer sur le témoignage d'Anne-Joseph de Rivaz : « Dans sa correspondance depuis Berne et dans ses harangues à son retour, il fit tant valoir les services qu'il rendit en cette occasion à la patrie, que les Haut-Valaisans qui la voient toute dans eux seuls, se laissèrent persuader qu'effectivement la patrie devait à lui seul son salut<sup>8</sup>. »

\* \* \*

<sup>8</sup> A.-J. de Rivaz, *Mémoires...*, t. I, p. 132.

La correspondance que nous publions présente divers aspects. Elle touche tour à tour aux préoccupations financières des notables valaisans, aux variations de la diplomatie que la France manifeste à l'égard du Valais, à la vie quotidienne de quelques communes de ce pays à l'époque de l'occupation militaire du général Turreau. Ce sont là les thèmes majeurs de ces lettres. Peut-être d'autres chercheurs les étudieront-ils avec plus d'attention, et, avec l'éclairage d'autres sources, apporteront-ils plus de lumière à cette époque encore peu connue.

Un souci durable préoccupe l'esprit des notables valaisans : comment pourrait-on se séparer de la République helvétique, se constituer en République indépendante et retirer du régime unitaire quelques compensations financières destinées à couvrir partiellement les dépenses extraordinaires supportées par le Valais sous le régime helvétique ?

Les représentants du Valais ont à peine quitté la ville de Berne qu'Augustini présente au Petit Conseil un mémoire rédigé par ses collègues sur les prétentions de leur patrie<sup>9</sup>. Trois jours plus tard, le 18 juin, Augustini fait état de ses nouveaux efforts à ce sujet : il a rendu visite aux ministres des Finances et de l'Intérieur ; il a recommandé la requête valaisanne à plusieurs membres du gouvernement et il s'apprête à y intéresser les autres<sup>10</sup>. Mais il se rend vite compte que les autorités helvétiques n'abondent pas dans les revendications valaisannes. Il réclame donc des renseignements complémentaires à Isaac de Rivaz<sup>11</sup>. Il les utilise pour la rédaction d'un nouveau mémoire à l'intention du landammann. C'est le *Supplément aux motifs...*, du 28 juin<sup>12</sup>. Le 9 juillet, nouvelle pétition au gouvernement<sup>13</sup> qui n'apporte guère de satisfaction à son auteur. Bien plus, l'attitude du général Turreau lui fait perdre tout espoir de réussite sur ce point. Il est vrai que le président Augustini ne se fait pas d'illusion sur le bien-fondé de ses demandes. « Nous pourrions peut-être être dans le cas de redevoir s'il fallait venir à un compte minutieux », écrit-il à Isaac de Rivaz<sup>14</sup>.

Les intentions de la France à l'égard du Valais sont constamment présentes dans les lettres d'Augustini. Si les négociateurs valaisans, suisses et français s'entendent pour vouloir l'indépendance du Valais, ils diffèrent d'avis sur la manière de l'exprimer. Les Valaisans souhaitent que l'on sépare l'acte de la constitution de celui de l'indépendance. Verninac promet d'en référer à Paris. Puis, l'on ouvre les discussions sur les articles préliminaires. Rengger, au nom du gouvernement helvétique, accepte les modifications proposées par Verninac ; les Valaisans imitent son exemple. Ils espèrent, en contre-partie, obtenir des traités distincts pour la constitution et pour l'acte d'indépendance. Mais Paris n'en veut rien et fait entendre qu'une telle exigence nécessiterait de nouveaux et longs pourparlers. Le Valais en serait désavantagé. Aussi les négociateurs mettent-ils un terme à leurs discussions.

<sup>9</sup> Voir pièce N° 6.

<sup>10</sup> Voir pièce N° 12.

<sup>11</sup> Voir pièce N° 15.

<sup>12</sup> Voir pièce N° 19.

<sup>13</sup> Voir pièce N° 26.

<sup>14</sup> Voir pièce N° 4.



On adopte la rédaction d'un acte unique et l'on accorde à Augustini la faveur de rédiger, à l'intention du Sénat, un projet de loi sur l'introduction de la nouvelle constitution.

L'article 2 de ce projet prévoit la nomination d'un commissaire helvétique en Valais. Qui va-t-on choisir pour cette mission ? Les candidats sont nombreux : Joseph Lanther, Nikodem de Fluë, Fr.-Pierre Savary. Finalement, le choix se porte sur le sénateur Charles Müller-Friedberg à qui incombera d'appliquer les dispositions établies par Talleyrand le 24 juillet et dont les Valaisans sont instruits par une lettre d'Augustini datée du 1<sup>er</sup> août.

Les difficultés dans lesquelles se débattent les Valaisans touchent à leur terme. Depuis de longs mois, le pays, le Bas-Valais surtout, avait subi des vexations continuelles. La correspondance que reçoit Augustini s'en fait l'écho. Les détails pittoresques sur le comportement de quelques Valaisans, sur l'état des esprits dans certaines communes du pays et sur les luttes que se livrent les partisans de la France et ceux de la République helvétique abondent à chaque page. A ce titre, ces lettres méritent d'être publiées, bien qu'elles ne nous instruisent pas d'une manière exhaustive sur les difficultés que le Valais éprouve à l'époque de l'oppression du général Turreau.

\* \* \*

La correspondance que nous publions comprend 39 lettres et rapports, sans compter les documents annexes. Certaines de ces pièces, déjà publiées ou analysées ailleurs, ne sont mentionnées ici que sous la forme d'un bref regeste. Les autres sont publiées intégralement. Pour les lettres d'Augustini, nous avons même reproduit la formule finale des salutations : on peut y trouver un intérêt psychologique.

Afin de faciliter la lecture de cette correspondance, nous avons rendu aux mots leur orthographe moderne. Par souci de clarté, nous avons placé entre crochets carrés les termes omis, volontairement ou non, par les correspondants, ainsi que les noms des personnages mis en cause, quand cela nous a paru utile.

Les expressions latines, les phrases ou les parties de phrases soulignées dans l'original sont imprimées en caractères italiques. Il en est de même des documents pour lesquels nous ne donnons qu'une analyse.

Nous avons fait suivre chaque document d'une indication qui en explique la source et, quand cela nous a paru indispensable, nous l'avons complété par des notes.

M. S.

#### ABREVIATIONS

H	=	fonds de l'Helvétique aux Archives cantonales, à Sion
Helv.	=	fonds de l'Helvétique aux Archives fédérales, à Berne
Rz	=	fonds de Rivaz aux Archives cantonales, à Sion

**Payerne, 3 juin 1802, à minuit. — Augustini à Isaac de Rivaz**

Je n'ai pas voulu vous écrire jusqu'à ce que je puisse avoir l'honneur de vous dire quelque chose de positif appris par moi-même. Le voici.

Je suis arrivé ici au moment que nos chers collègues devaient remettre les notes dernières pour un résultat sur le sort du Valais, de sorte [que] je fus à temps pour délibérer avec eux sur cette importante matière et aujourd'hui le landammann Rengger m'assura que le citoyen Verninac lui avait donné l'assurance qu'elles seront acceptées, de sorte que l'indépendance du Valais doit être assurée. La discrédance consiste encore en ce que le citoyen Verninac dit d'avoir l'instruction d'insérer les articles préliminaires concernant l'indépendance et la route militaire dans la constitution valaisanne et nous voulons en faire un acte séparé<sup>1</sup>. Les citoyens Rengger et Dolder m'ont promis leurs bons offices à cet égard.

Je conduis mon fils à Orbe et tâcherai d'être de retour à Berne samedi. Alors j'aurai l'honneur de vous tenir au courant très amplement et de vous rappeler la parole que vous m'avez donnée, aussitôt l'objet de l'indépendance signé.

Salut respectueux et amitié éternelle.

(Rz, cart. 72/34b/20, original.)

<sup>1</sup> Pour les articles préliminaires, cf. Ch.-Emm. de Rivaz, *Mémoires historiques...*, pp. 211-215 ; pour le texte de la constitution, cf. Strickler, *Actensammlung aus der Zeit der helvetischen Republik*, t. 1-11, 1887-1911, 11 vol., t. 8, pp. 443-449 (cité : Strickler) ; pour l'étude de la constitution, cf. Ch.-Emm. de Rivaz, *Mémoires historiques...*, pp. 223-228 ; pour les négociations relatives à ce sujet, cf. notre *Histoire politique...*, pp. 208-219.

**Berne, 8 juin 1802. — Augustini à M<sup>re</sup> Blatter, évêque de Sion,  
et à MM. Theiler, Monnier, Matter,  
Roten, Andenmatten, de Sépibus et Sigristen**

Enfin le sort du Valais est regardé comme décidé et par le ministre Verninac et par nous, députés valaisans. Le prédit ministre en assura hier au soir son favori, M. Dolder, qui me l'a rendu ce matin et, effectivement, le plénipotentiaire helvétique pour l'affaire valaisanne, M. le landammann Rengger et le ministre plénipotentiaire de France ont arrêté les articles préliminaires de l'érection du Valais en république indépendante sous les bases dont j'ai eu l'honneur de vous parler dans ma dernière<sup>1</sup>, par un acte séparé, et l'un et l'autre est persuadé que le gouvernement français les approuvera.

M. Rengger m'a promis ce matin d'y intéresser par une lettre particulière le ministre Stapfer<sup>2</sup>.

Le même M. Rengger m'a aussi assuré que ce sera un commissaire helvétique qui se rendra en Valais pour inviter les communes à nommer leurs députés en diète, qui ensuite délibéreront sur l'acceptation de notre constitution et nommeront en cas d'acceptation d'icelle les fonctionnaires publics.

Nous nous occupons aujourd'hui d'un mémoire<sup>3</sup> que nous allons remettre au ministre Verninac pour obtenir des indemnités des exécutions militaires et frais occasionnés par M. le général Turreau qui n'innovera plus, car il a reçu du ministre des Relations extérieures du gouvernement français les ordres officiels sur notre indépendance et sur la certitude que M. Verninac est chargé de cette négociation.

Nous adressons aussi un autre mémoire [ci-après, *Annexe*] pour réclamer des indemnités pour les particuliers endommagés par la nouvelle route du Simplon et pour le remboursement des avances faites à l'armée de réserve. Nous espérons beaucoup, car réellement M. Verninac prend le Valais à cœur.

Ces mémoires seront adressés par le courrier de demain au gouvernement français par le ministre Verninac qui a expédié par celui d'hier lesdits articles préliminaires et le projet de constitution dont j'ai eu l'honneur de vous parler aussi dans ma dernière.

Le temps ne me permet pas d'écrire davantage par ce courrier.

Salut, respect, confiance.

(Rz, cart. 72/34b/24, original.)

<sup>1</sup> Voir pièce N° 1.

<sup>2</sup> Cf. Strickler, t. 8, p. 185, N° 7, du 9 juin 1802.

<sup>3</sup> Voir pièce N° 3.

### Annexe

Berne, 7 juin 1802. — Note de la députation valaisanne à Verninac

Parler du passage de l'armée de réserve par le St-Bernard, c'est rappeler les triomphes qui ont été la suite d'une entreprise méditée avec la circonspection de la prudence qui prévoit tous les obstacles et exécutée avec l'audace du courage qui les surmonte tous, et le Valais se félicite encore d'avoir pu admirer de près le héros dont les conceptions surnaturelles, les victoires et la sagesse devaient rendre la paix à l'Europe.

La nécessité qui fait souvent taire la justice au milieu des grandes entreprises militaires ne la lui faisait point oublier. Témoin du zèle et des efforts avec lesquels les Valaisans ont secondé les passages de son armée et aplani les obstacles qui semblaient s'opposer au transport de l'artillerie, le Premier Consul leur a promis lui-même que tous les dommages occasionnés par l'accumulation d'une armée de cinquante mille hommes dans une gorge aussi étroite que celle du St-Bernard, que toutes les avances de subsistances et de fourrages, que tous les transports seraient payés. Quoique cette promesse n'ait pas encore été réalisée, les Valaisans en attendent néanmoins l'effet avec une ferme confiance, et ils saisissent pour la représenter au Premier Consul le moment où il s'occupe de la destinée de ce pays et de mettre un terme aux maux que les vicissitudes politiques, la guerre et les passages de troupes lui ont causés depuis quatre années.

Vous avez été, citoyen ministre, l'organe des intentions généreuses du Premier Consul à l'égard du Valais. Daignez aussi être l'interprète des réclamations de ce pays auprès de lui. Au moment où il va se constituer en Etat indépendant sous l'appui de la République française, au moment où il perd les secours qu'il pouvait attendre de son union avec la République helvétique, il lui devient d'un besoin absolu de recevoir le remboursement des frais du passage de l'armée de réserve. Ces frais peuvent monter à environ 300 000 livres.

Ce n'est pas la moitié de ce qu'ont coûté au Valais les troupes françaises depuis 1798, mais du moins cette somme servirait à cicatriser une partie des plaies intérieures de ce pays et à mettre ses habitants en état de contribuer aux frais de leur nouveau gouvernement.

Veuillez, citoyen ministre, faire parvenir cette réclamation au Premier Consul. Les Valaisans ne doutent point qu'il ne se rappelle des services qu'il a reçus du pays entier, comme des services particuliers qu'il a si généreusement récompensés, et sur les monuments qui consacreront le passage de Bonaparte par le St-Bernard, on ajoutera : « Il ne fit aucun malheureux sur sa route ».

(Rz, cart. 72/17/8, copie de Ch.-Emm. de Rivaz.)

### 3

#### Berne, 9 juin 1802. — La députation valaisanne à Verninac

Les Valaisans, gémissant depuis six mois sous le poids des exécutions militaires et des contributions extraordinaires, prennent la liberté de vous prier de leur accorder vos bons offices pour faire parvenir au gouvernement français leurs réclamations et les honorer de votre appui. Le simple exposé des faits suffit pour faire connaître la justice de leur demande.

Le général Turreau était entré en Valais avec la 87<sup>e</sup>. Les subsistances étaient fournies à ces troupes au nom du gouvernement helvétique et il était à craindre, d'après la pénurie de ses finances, qu'il n'en laissât faire les avances au Valais, comme il le faisait dans les autres cantons. La Chambre administrative du Valais prit en conséquence le 6 décembre un arrêté qui ordonnait la levée d'une contribution de 24 000 francs de France par mois pour la fourniture des subsistances aux troupes françaises, mais il ne devait être exécuté qu'après l'autorisation du gouvernement et, en le lui adressant, elle lui représenta que le canton du Valais était tout à fait hors d'état de supporter une pareille charge. Le gouvernement fournit des fonds à la Chambre et la levée de la contribution n'était pas encore autorisée à l'époque du 25 décembre.

A cette époque, le général Turreau prit un arrêté qui cassait celui de la Chambre administrative et lui défendait de lever aucune taxe pour l'entretien des troupes françaises. Cet arrêté annonçait que le gouvernement français, en faisant occuper militairement le Valais, ne voulait point que cette mesure provisoire fût un nouveau moyen de surcharge pour les habitants, et que le général avait fait connaître à la Chambre administrative que son intention était d'entretenir et nourrir ses troupes avec le produit des contributions ordinaires. Effectivement le général s'empara au même moment des caisses des contributions.

Il était visiblement impossible que le produit des contributions ordinaires suffît à la nourriture des troupes en supposant même qu'on le détournât.

nât de sa destination au payement des dépenses publiques du canton. En conséquence, la Chambre continua la fourniture des subsistances aux troupes et le gouvernement helvétique y pourvoyait par des fonds extraordinaires. Le général ne voulut plus le permettre et exigea que cette fourniture se fit en son nom et fit à cet effet un marché avec des entrepreneurs. Mais la Chambre vit que dans ce marché la ration était consentie à 16 sols 6 deniers de France, tandis qu'elle faisait faire le service à 11 sols la ration. Elle ne voyait au général aucun moyen pour en acquitter la dépense et elle prévoyait que le peuple du canton finirait par porter tout le poids de la nourriture des troupes et à moitié en sus de ce qu'elle coûtait sous son administration. Elle lutta longtemps pour demeurer chargée de la fourniture, mais le général fit cesser de force le service des entrepreneurs helvétiques et s'empara même de leurs magasins pour mettre plus promptement les siens en activité.

Ce ne fut guère que du 12 au 20 pluviôse [1 au 9 février] que les entrepreneurs français commencèrent à faire complètement le service et, ainsi qu'on l'avait prévu, le manque de fonds les obligea bientôt de le discontinuer. Il était totalement cessé vers le 20 ventôse [11 mars] et, de ce moment, les troupes furent à la charge des habitants.

C'était dans le temps que le général avait destitué les fonctionnaires publics établis par le gouvernement helvétique et en avait institué d'autres, que le gouvernement helvétique réclamait contre ces entreprises sur ses droits et que les Valaisans, réduits à une conduite passive au milieu de ce conflit, se refusaient à reconnaître les autorités instituées par le général. Il en prit occasion d'envoyer les trois quarts de ses troupes en exécution militaire dans les communes pour les contraindre à cette reconnaissance. Le général avait alors de plus un bataillon de la 73<sup>e</sup> et l'on ne peut évaluer à moins de mille hommes les troupes distribuées en exécution et leur dépense à moins d'un franc vingt centimes par jour. Ce n'est même qu'à raison de la compassion personnelle du soldat pour l'habitant et à sa discrétion qu'on peut l'évaluer aussi bas. Ce régime a duré sans interruption depuis le 20 ventôse [11 mars] environ jusqu'au premier floréal [21 avril], ce qui équivalait à une contribution de 48 000 livres de France.

Pendant cette même époque les troupes de la garnison de Sion ont été nourries par la commune au moyen d'une contribution d'un par mille sur les fortunes. Cette dépense ne peut pas être évaluée à moins de 10 000 francs.

Le 4 germinal [25 mars], le général établit ouvertement une contribution extraordinaire contre ses promesses publiques du 4 nivôse [25 décembre 1801]. Il alléguait pour motifs la résistance de quelques districts à reconnaître l'autorité des magistrats et à obéir aux lois ; c'était ainsi qu'il qualifiait la persévérance des Valaisans à ne reconnaître que les magistrats et les lois qu'ils tenaient du gouvernement helvétique. Il présentait cette résistance comme d'autant plus coupable que ses divers arrêtés et ceux de son préfet avaient toujours eu pour objet de soulager les habitants en diminuant le poids des charges publiques et qu'il les avait dégrevés particulièrement d'une taxe extraordinaire et mensuelle de 24 000 francs. Cependant, d'une part, bien loin que cette taxe de 24 000 francs eût été imposée, le gouvernement helvétique avait fourni des fonds extraordinaires pour le payement des subsistances et, d'autre part, bien loin d'épargner des charges publiques, le général en ayant

l'air de pourvoir lui-même à l'entretien de ses troupes, les laissait depuis quinze jours et les a laissées quarante jours de suite à la charge des habitants.

Enfin, le retard du paiement des contributions ordinaires était encore au nombre des motifs de cette contribution extraordinaire, tandis que ces contributions étaient toutes des impôts indirects dont la plupart ne sont pas susceptibles d'être exigés d'une manière précise et que tous ceux qui en étaient susceptibles étaient exigés dans tout le canton par exécution militaire.

Ce fut sur de pareilles considérations que le général établit une contribution extraordinaire et mensuelle de 13 000 L. de France par mois sur quatre districts et quatorze communes. Il y avait par conséquent près de la moitié du canton d'excepté, et cette contribution était dans la proportion d'une somme de 24 000 francs qui aurait été étendue à tout le canton. C'était la même taxe dont le général prétendait d'avoir dégrevé le canton et cette somme est le quintuple du produit de l'impôt foncier d'une année que la République helvétique n'a pu percevoir qu'une fois.

Le général fit remonter cette contribution au premier frimaire [22 novembre 1801] et en exigea quatre mois comme échus, payables dans le terme de cinq jours sous peine d'exécution militaire. La somme à payer était de 52 350 francs. Il a fait quelques rabais et l'on croit que la somme effective qu'il aura reçue ne sera guère que d'environ 45 000 francs ; mais cette somme était impossible à trouver dans un pays épuisé et sur une seule moitié de ce pays. Les exécutions militaires qu'on employa pour en forcer la rentrée en doublèrent la somme. Nous les avons évaluées jusqu'au 1<sup>er</sup> floréal [21 avril 1802]. Depuis cette époque, elles n'ont pas été aussi générales. Cependant il y en a eu une de quatre compagnies dans le district d'Entremont dans le mois de floréal [21 avril - 20 mai] qui a duré environ vingt jours et il y en a actuellement une dans le district de Sierre qui a commencé le 12 prairial [1<sup>er</sup> juin] et dont les frais sont taxés par le général lui-même à 213 L. de France par jour sans la nourriture des troupes, et dans ce district seul on exige 7 875 francs pour les mois de germinal, floréal et prairial [22 mars - 19 juin]. On ignore si on a fait payer ces mois en tout ou en partie dans d'autres districts.

Cette contribution extraordinaire n'a pas empêché que le général ne s'emparât le 29 germinal [19 avril] des sels qui se trouvaient dans le canton appartenant au gouvernement helvétique et de l'argent qui était dans les caisses des facteurs. On peut évaluer le tout ensemble au moins à 50 000 L. de France.

Quelques motifs que les circonstances aient pu prêter à cette contribution, il n'y en a aucun qui puisse la justifier : ni la date à laquelle elle a été imposée, ni sa durée, ni sa somme.

Si on l'envisage comme une subvention de nécessité pour l'entretien des troupes, elle ne devait pas commencer avant le 15 pluviôse [4 février], puisque les subsistances leur ont été fournies aux frais du gouvernement helvétique jusqu'à ce jour. Elle aurait dû être employée à payer constamment ces fournitures depuis cette époque, et cependant depuis le 20 ventôse [11 mars] les troupes ont été nourries par l'habitant, soit qu'elles y fussent en simple logement, soit qu'elles y fussent en exécution militaire. Ce n'est que depuis le 1<sup>er</sup> floréal [21 avril] que dans quelques parties du pays on a commencé à

leur fournir l'étape au compte de la caisse française. Elle cessait d'être nécessaire du moment que le général s'emparait des sels de la République et des deniers de ses facteurs.

Si on la regarde comme motivée par la résistance que le général impute au Valais, elle ne devait pas remonter au 1<sup>er</sup> frimaire [22 novembre 1801] puisque cette résistance n'a commencé que postérieurement au 3 pluviôse [23 janvier 1802] que le préfet national a été destitué par le général. Il semble aussi qu'elle devait cesser du moment que le Premier Consul manifestait l'intention positive de rendre au Valais une constitution et une organisation séparées et qu'il devenait au moins superflu d'employer l'exécution militaire pour faire reconnaître des autorités dont le pouvoir allait cesser par la volonté du même gouvernement au nom duquel on les disait instituées. Il semble surtout qu'à la date du 17 avril (25 germinal), le gouvernement helvétique ayant cessé de comprendre le Valais dans l'énumération des cantons, et le ministre plénipotentiaire de la République française ayant reçu de la part de citoyens valaisans dignes de confiance l'assurance que ce pays était disposé à se conduire conformément aux nouvelles intentions que manifestait son gouvernement, il ne restait plus aucun des motifs sur lesquels le général Turreau avait pu se croire autorisé à traiter sévèrement le Valais. Et non seulement la contribution a été perçue depuis cette époque, mais elle se perçoit encore avec une rigueur extrême au moment où les bases de l'indépendance du Valais sont consenties et arrêtées avec le ministre de la République française et pour un terme qui s'étend à quinze jours au-delà de cette transaction.

Tel est, citoyen ministre, l'historique des contributions de toute nature que le Valais a supportées.

Depuis le 15 pluviôse [4 février] que les troupes françaises ont cessé d'être entretenues par le gouvernement helvétique, il a été exigé du Valais :

1. En frais de subsistance des troupes, en exécution militaire ou en logement jusqu'au 1 <sup>er</sup> floréal [21 avril], environ . . .	livres 45 000
2. En frais de subsistance de la garnison de Sion, environ . . .	10 000
3. En frais de subsistance des troupes en exécution militaire dans les districts d'Entremont et de Sierre, environ . . .	6 000
4. Le montant de la contribution extraordinaire des mois de frimaire, nivôse, pluviôse, ventôse [22 novembre 1801 - 21 mars 1802], réduite à environ . . .	45 000
5. La contribution de germinal, floréal et prairial [22 mars - 19 juin] perçue à Sierre . . .	7 815
Somme que le Valais a fournie en contributions extraordinaires .	113 815
En outre de la valeur des sels estimés . . .	50 000
et des contributions ordinaires depuis le 4 nivôse [25 décembre 1801].	

Il suffit de ce simple exposé pour sentir combien a souffert dans un court espace de temps ce pays déjà isolé par tant de calamités précédentes. Les Valaisans se confient à l'équité du gouvernement français pour juger s'ils ont mérité un pareil traitement. Ils ne doutent pas qu'il ne donne les ordres



les plus prompts pour que tout paiement de contribution soit dès à présent arrêté en Valais. Mais ils osent même se flatter que le gouvernement français voudra bien leur accorder des dédommagements sur celles qui ont été payées jusqu'à ce jour et qui sont si évidemment disproportionnées aux forces du pays dont la moitié seule a supporté une somme considérable.

Les Valaisans espèrent surtout que leur cause recevra encore un degré d'intérêt bien puissant si le citoyen ministre plénipotentiaire de la République française veut bien l'honorer de son appui.

(Rz, cart. 72/17/10, copie de Ch.-Emm. de Rivaz.)

<sup>1</sup> Sur le comportement de Turreau en Valais, cf. notre *Histoire politique...*, pp. 156-163. — A.-J. de Rivaz, *Mémoires...*, pp. 120-132. — Ch.-Emm. de Rivaz, *Mémoires historiques...*, pp. 44-334. — *General Turreau's Misshandlungen des Wallis. Unvollendeter Aufsatz, von einem gewesenen Secretär im Ministerium des Innern der helvetischen Republik*, dans *Schweizerisches Museum für historische Wissenschaften*, vol. 3, Frauenfeld, 1839, pp. 360-394.

4

Berne, 11 juin 1802. — Augustini à Isaac de Rivaz

Si je n'ai pas eu l'honneur de vous mander des nouvelles du jour par chaque courrier, c'était parce que M. le préfet de Rivaz m'assurait qu'il le faisait également ; mais comme il ne vous écrit pas par celui-ci, je m'en charge avec empressement et avec plaisir.

Nos Messieurs partiront tous demain. Je resterai peut-être seul ici pour attendre la réponse de Paris sur les articles préliminaires, sur notre indépendance et pour ensuite en faire part et agir comme il conviendra.

Nous aurions eu grandement besoin de vous ici pour établir les motifs et le montant que les députés ont unanimement cru vouloir demander en bloc à la République helvétique. Ils ont pensé que dans ce moment le gouvernement helvétique fera quelque chose pour nous afin de raccommoder l'affaire de nous avoir dépossédés de fait de notre association helvétique. D'ailleurs, il ne sera guère en état de dresser un compte propre à établir notre contingent, et enfin il nous importe sans doute de connaître dans le commencement de notre nouveau ménage l'état de nos dettes et de nos avoirs et nous avons cru que puisque beaucoup de nos municipalités ne sont pas en état de justifier leurs fournitures, et que dans d'autres cantons les frais et particulièrement les états-majors sont énormes, vu encore que nous avons reçu des certaines sommes et fort peu payé en impositions décrétées et connaissant de plus l'énormité de la dette nationale, nous pourrions peut-être être dans le cas de redevoir s'il fallait venir à un compte minutieux.

Nous avons aussi réclamé près le ministre de la République française les fournitures et charrois de l'armée de réserve<sup>1</sup>, le renouvellement de l'acte obligatoire de 100 000 livres en faveur de l'Etat du Valais [ci-après, *Annexe I*] et l'interposition de ses bons offices pour faire rentrer la créance contre le

roi de Sardaigne et le paiement des pièces de 7 sols 6 batz en indiquant votre moyen favorable à l'abbaye de St-Bernard [ci-après, *Annexe II*] et enfin un dédommagement relativement aux vexations du général Turreau<sup>2</sup>. L'ambassadeur nous a promis ses bons offices et je crois qu'il fait à présent un point d'honneur pour lui de notre affaire.

Ces Messieurs vous feront voir les pétitions et vous rendront compte de tout plus amplement. J'ai l'honneur de vous rappeler de la parole que vous m'avez donnée si nous ne pouvons pas finir avec le gouvernement helvétique par un bloc.

Salut respectueux et amitié éternelle.

(Rz, cart. 72/34b/26, original.)

<sup>1</sup> Voir pièce N° 2, annexe.

<sup>2</sup> Voir pièce N° 3.

### Annexe I

*Berne, 7 juin 1802. — Note de la députation valaisanne à Verninac*

L'ancien Etat du Valais était propriétaire d'un contrat de cent mille livres de capital sur l'hôtel de ville de Lyon.

Une partie du Valais prit les armes contre la République helvétique en 1798. Elle fut soumise par les troupes de la République française et par suite imposée à des contributions considérables. Ces contributions étaient acquittées et les troupes prêtes à sortir du pays lorsqu'on fit encore une descente dans les archives de l'Etat où l'on savait qu'il existait environ une quinzaine de mille francs. Cette somme fut saisie, mais en même temps on s'empara de divers titres, et entre autres du contrat de 100 000 L.

Ce contrat était devenu par la réunion du Valais à la République helvétique une propriété de son gouvernement et il était étrange qu'il en fût dépoüillé par la République française lorsqu'elle ne lui avait envoyé des troupes que comme son alliée et lorsque le pays qui les avait attirées avait payé les frais de la campagne.

D'ailleurs cette prise d'armes d'une partie des Valaisans n'avait alors d'autre but que la conservation d'une constitution et d'une organisation séparées auxquelles le Premier Consul les rappelle aujourd'hui et lorsqu'il les replace dans l'état que les armes françaises les ont forcés d'abandonner en 1798. Ils osent espérer qu'il voudra bien effacer tout ce qui est en son pouvoir de ne pas laisser subsister des traces funestes des vicissitudes auxquelles le Valais a été exposé depuis cette époque.

Le Valais avait d'ailleurs des dettes qui n'ont fait qu'augmenter depuis sa réunion avec la République helvétique dont les moyens ont toujours été au-dessous de ses dépenses et il serait de la justice de ne pas le rétablir en Etat indépendant avec ses anciennes dettes sans lui restituer les propriétés qu'il avait pour les acquitter.

D'après ces considérations, les Valaisans osent se flatter que le Premier Consul trouvera de sa justice et de sa générosité d'ordonner que la République du Valais qui va se constituer, soit réintégrée dans la propriété du capital et des arrérages du contrat de 100 000 L. dont était propriétaire l'ancien Etat de Valais.

Ils réclament les bons offices du ministre plénipotentiaire de la République pour porter auprès du Premier Consul cette réclamation et le prient instamment de vouloir bien l'appuyer de tous les motifs d'intérêt que les négociations dont il a été le ministre et sa bienveillance personnelle pourront lui inspirer.

(Rz, cart. 72/17/7, copie de Ch.-Emm. de Rivaz. — Note marginale « Demande en réintégration de la République du Valais dans la jouissance d'un contrat de 100 000 L. sur l'hôtel de ville de Lyon. »)

## Annexe II

*Berne, 7 juin 1802. — Autre note de la députation valaisanne à Verninac*

La République du Valais avait fait un accord avec le roi de Sardaigne aux termes duquel la République avait livré au roi une somme de 124 846 livres de Piémont en pièces de 7 sols six deniers de sa monnaie dont il avait ordonné la refonte et le roi s'était obligé de lui en fournir la valeur en sel. Cet accord a été exécuté jusqu'en 1796 et il peut être dû encore environ la somme de 84 000 livres de Piémont, soit livres de France . 100 800

Le roi de Sardaigne devait à la même République du Valais une somme de 50 000 livres de Piémont placée sur le Mont-de-Piété à 3 1/2 % . . . . . 60 000

Total, livres de France . . . . . 160 800

Le gouvernement français ne pourrait signaler d'une manière plus utile son appui envers la république qui va de nouveau se constituer en Valais qu'en lui faisant payer ces deux sommes par le gouvernement du Piémont.

Les pièces de 7 sols 6 deniers que l'ancien gouvernement du Valais a fournies pour composer la première somme avaient été retirées par lui de la circulation en vertu d'une ordonnance qui obligeait les particuliers à les échanger contre des billets de l'Etat, et la somme que le Valais a à répéter des finances piémontaises se trouve encore due aux porteurs de ces billets. Cette dette est véritablement une dette criarde parce que ces billets sont en petites sommes, disséminées en une multitude de mains, ce qui rend le recouvrement de ces fonds d'un besoin pressant pour le Valais.

Il y aurait une manière d'effectuer ce remboursement au Valais qui pourrait s'accommoder aux convenances des finances piémontaises. Le roi de Sardaigne avait enlevé à la maison hospitalière du St-Bernard une quantité de biens assez considérable qu'il avait donnée à l'ordre chevaleresque de St-Maurice et entre autres une montagne qui était d'une grande nécessité pour l'hospice du St-Bernard, parce qu'il pouvait y tenir son bétail pendant l'été à proximité, au lieu qu'actuellement on est obligé de l'envoyer à une grande distance. Le gouvernement piémontais pourrait rendre ces biens de convenance et d'autres aux chanoines du St-Bernard jusqu'à la concurrence de ce qui est dû par les finances piémontaises à la République de Valais. Ces religieux se rembourseraient sur ces biens d'une dette assez considérable de l'Etat de Valais et prendraient des arrangements pour rembourser les porteurs des billets provenant de l'échange des pièces de 7 s. 6 den.

Le ministre plénipotentiaire de la République française est prié d'employer ses bons offices auprès du Premier Consul pour obtenir de lui qu'il veuille bien donner ses ordres au gouvernement piémontais pour effectuer cet arrangement. Il remplirait le double objet de favoriser la maison du St-Bernard que le Premier Consul honore de sa protection et de mettre le gouvernement du Valais, qui va s'élever sous ses auspices, en état de s'affranchir des dettes sous le poids desquelles il serait accablé dès sa naissance.

L'Etat du Valais est à même d'établir la liquidation exacte de ces créances.

(Rz, cart. 72/17/9, copie de Ch.-Emm. de Rivaz.)

## 5

**Berne, 13 juin 1802. — Augustini à Ch.-Emm. de Rivaz**

Je m'empresse de vous faire part que le gouvernement a hier arrêté de vous payer — ainsi qu'aux MM. Stockalper et Riedmatten — les cinq francs par jour <sup>1</sup>, et M. [Tousard] d'Olbec a les fonds pour cela, auquel ont été accordés 600 francs aussi <sup>2</sup>.

Je n'ai rien de nouveau à vous mander, sinon que j'ai appris par une voie assurée que le citoyen Verninac est très satisfait de notre conduite et que la copie des articles préliminaires en question est prête. Je la remettrai au citoyen Müller-Friedberg et j'en garderai une pour nous et vous l'aurez aussi sans retard.

J'ai retiré une paire de boucles qui appartiennent à quelqu'un de mes collègues.

Salut respectueux, et amitié sincère.

(Rz, cart. 55/18/14, original.)

<sup>1</sup> Strickler, t. 8, p. 220, N° 6.

<sup>2</sup> *Ibidem*, N° 7.

### [Berne, 14 juin 1802]. — La députation valaisanne au Petit Conseil de la République helvétique

Le Valais voit arriver, quoique avec peine, le moment de sa séparation d'avec la République helvétique. Cette séparation nécessitée par des convenances que l'on ne pouvait pas heurter, cette séparation, contre laquelle le Valais a lutté avec tant de constance, ne doit laisser, entre deux peuples qui ne cesseront pas d'être frères, que des souvenirs propres à entretenir entre eux l'union et l'amitié. C'est dans cet esprit que doit se faire la dissolution de la société dans laquelle ils sont demeurés depuis 1798 et c'est dans cette intention que le Valais propose aujourd'hui au Petit Conseil de régler leurs intérêts contradictoires par une transaction amiable plutôt que par des comptes réciproques.

C'est une opinion assez généralement répandue dans la République helvétique que le Valais lui était onéreux ; le Valais de son côté est fortement persuadé qu'il a de grands dédommagements à demander à la République ; si chacun cherchait à établir ses prétentions de son côté, il pourrait en résulter des discussions capables d'altérer la bonne harmonie que chacun a intérêt à conserver ; si l'on voulait établir des comptes, ce serait renvoyer à un terme presque indéfini une liquidation qu'il importe aux deux parties de finir promptement et, en attendant, chacun s'accuserait réciproquement de la lésion qu'il croirait éprouver. Si ces comptes venaient à être produits, ils donneraient lieu à des discussions toujours plus rigoureuses de la part d'un associé qui sort d'intérêt et il importe au gouvernement helvétique de les éviter. Sous tous les rapports, il convient au gouvernement helvétique et au Valais d'envisager leur position respective d'une manière générale et d'en apprécier en grand le résultat.

Lorsque la révolution eut réuni sous un seul gouvernement la multitude disparate des Etats de la Suisse, lorsqu'elle eut établi des autorités également nombreuses, des fonctionnaires publics également multipliés, des traitements

pécuniaires peu mesurés et numériquement égaux dans des pays dont le territoire, la population et les moyens étaient si inégaux et où les institutions précédentes étaient si différentes et appropriées d'une manière si variée aux convenances locales, on n'envisageait pas alors que le fonds des dépenses publiques dût être uniquement établi sur des contributions proportionnelles de chaque canton. On évaluait la richesse publique qui s'était formée de la dépouille des anciens gouvernements et l'on croyait y suffire avec de légères subventions. C'était ainsi qu'on répondait à la résistance des cantons pauvres toujours défiants sur ce point. Depuis cette époque, les événements favorisant successivement des changements dans les idées, la constitution du gouvernement helvétique s'est de plus en plus rapprochée du système fédératif, la valeur des dîmes et censes est devenue un problème, les propriétés des anciens gouvernements ont été réclamées par chaque canton et leur seront vraisemblablement abandonnées. Les fonds sur lesquels on avait mesuré la dépense publique se sont évanouis et la dette est restée.

Mais dans ces changements qui tournent tous à l'avantage des cantons riches, il serait injuste de faire payer aux cantons pauvres une dette contractée sous des conditions d'association qui doivent les en garantir.

Ce serait donc déjà une grande erreur que de mesurer d'après la somme **de la dette de la République helvétique** ce qu'elle peut avoir à répéter du Valais. Il serait injuste qu'il fût obligé d'y contribuer sans en discuter les éléments et sans en éliminer ceux qui ne doivent pas retomber sur lui.

Il est de même des choses particulières au Valais dont il serait difficile de lui demander compte. On ne pourrait pas, par exemple, réclamer de lui les frais des guerres de 1798 et 1799. Dans ce genre de guerre, on ne peut reprocher au vaincu que de n'avoir pas mieux calculé ses forces ; le succès est le seul prix que le vainqueur puisse espérer, surtout lorsqu'il s'appuie d'un allié plus puissant que lui, et la compensation des frais devient une condition nécessaire. Le Valais a payé trop cher sa défaite pour qu'il lui reste encore quelque chose à acquitter et, si ses tristes dépouilles n'ont pas été également partagées, ce n'est pas avec lui que ce compte peut être fait. Il serait peut-être lui-même dans le cas d'en établir un à son avantage relativement à cette guerre. La première était absolument de la même nature que celle contre Berne, Fribourg, Zurich, etc. Dans ces cantons, les Français ont imposé des contributions comme ils l'ont fait en Valais, mais leur sort a été bien différent. Ces contributions dans chacun de ces cantons ont été compensées avec les fournitures qu'ils ont faites aux troupes françaises, et en Valais les contributions ont été livrées entre les mains du vainqueur, et le Valais [a] perdu le prix de ses fournitures et ce n'est pas sans quelques torts de la part du gouvernement d'alors.

Mais ne nous appesantissons pas sur ces époques funestes ; qu'il nous suffise d'avoir fait sentir qu'il n'y a aucun motif pour ajouter une dette envers la République helvétique aux contributions que les imprudences d'une partie du Valais lui ont coûtées et à la dévastation qui lui en laissera longtemps de si cruels souvenirs.

La prétention la mieux fondée de la République helvétique, c'est le compte des impositions arriérées. Le Valais n'a payé au gouvernement que

le deux pour mille d'une année et le subside de guerre, et l'on ne peut désavouer qu'il ne lui doive l'imposition de trois années, c'est-à-dire six pour mille.

L'impôt foncier avait été suspendu dans les districts allemands et, si cette suspension n'équivaut pas à une exemption totale, du moins est-il vrai qu'on ne peut le demander pour les années 1798 et 1799 et même 1800, puisque ce n'est que dans cette année que l'on a pu y faire une récolte ; cependant nous supposons qu'il soit dû trois années par tout le canton et nous évaluerons l'impôt de chaque année d'après celui qui a déjà été perçu à 33 000 [francs] par an, ce qui ferait pour les trois années une somme de 100 000 [francs].

Ce compte est bien plus que compensé par les fournitures en nature que le Valais a faites aux troupes françaises et qui doivent être départies sur toute la République. C'est cette partie du compte qui est la plus difficile et la plus litigieuse à faire. Cependant, il est très facile de l'évaluer en grand. Il y a des cantons qui ont payé leurs fournitures au moyen d'impositions sur leurs habitants et la proportion de ces impositions peut établir des points de comparaison. Il n'y a pas de canton qui ait imposé plus de 14 pour mille jusqu'à ce jour. Il y en a un certain nombre qui sont beaucoup au-dessous de ce taux et il est impossible d'établir le terme moyen entre tous les cantons au-dessus de dix pour mille d'imposition pour subvenir à toutes les fournitures faites et non payées jusqu'à ce jour ; le contingent du Valais s'élèverait donc à 33 000 [francs]. Cette somme réunie à celle de l'impôt foncier serait encore de beaucoup au-dessous des comptes qu'il a à présenter.

Mais deux circonstances se réunissent pour diminuer considérablement la proportion du contingent que l'on peut demander au Valais pour les fournitures des troupes.

On remarque dans les autres cantons et particulièrement dans ceux où il s'est établi des entreprises, que les prix des denrées et des transports ont été fixés à des taux tels que peut les prétendre celui qui défend librement son intérêt. Il en résulte que, sans reproche de prodigalité, tous les prix sont au moins aussi hauts que les meilleurs prix courants et qu'ils sont même élevés à raison des calculs qu'ont pu faire les entrepreneurs sur l'incertitude ou le retard de leur paiement. Par contre, en Valais, où tout a été exigé par réquisition, où les fonds que l'administration a reçus du gouvernement étaient si disproportionnés aux créances, où le calcul des impositions à lever sur le canton était si effrayant, la Chambre administrative a constamment réduit le prix des denrées au-dessous des prix courants, traité ceux qui ont travaillé et marché personnellement et fourni des chevaux et des voitures, comme on traite une corvée, et généralement fait, à tous ceux qui avaient des prétentions à faire, des réductions rigoureuses, mais que l'extrême nécessité et la crainte de tout perdre ont fait accepter. Il en résulte une disproportion prodigieuse dans la somme des comptes de fournitures égales, et s'il est question d'établir une parité rigoureuse entre le canton du Valais et les autres, il serait nécessaire de faire entrer dans la balance le résultat de la différence des prix dans chacun.

On ne peut pas porter en ligne de compte les sommes que le gouvernement a fournies au Valais ; quelque considérables qu'elles soient, elles ont été

un soulagement réel pour lui, mais elles ne sont jamais qu'une extinction d'une portion de la dette de la République en fournitures et la rigueur qu'on a pratiquée dans les évaluations, pour en étendre la dispensation à un plus grand nombre de parties souffrantes, a encore servi à diminuer la dette dans ce canton proportionnellement plus que dans tout autre.

Il est un autre genre de dette qui ne se trouve pas dans les comptes et qu'il est néanmoins juste de faire entrer en compensation ; ce sont les exactions, les fournitures forcées ou non constatées, les dommages de tout genre qui sont la suite d'un service fait par réquisitions. Tous ces désordres, constamment prolongés en Valais parce que le gouvernement n'a jamais voulu entrer assez efficacement dans les moyens de les faire cesser, ont causé des pertes inappréciables au canton de Valais et dont le dédommagement ne pourrait pas lui être refusé sans injustice.

On ne peut pas passer sous silence cette dernière époque où le Valais a fait tant de sacrifices pour se conserver dans une association qui lui est chère et pour conserver à la Suisse un associé qui lui était aussi important. Sans doute, on ne voudra pas affaiblir le mérite de la conduite du Valais en disant qu'il n'a agi en cela que pour son propre intérêt ; sans doute, on ne voudra pas en induire que l'association avec la Suisse n'ait pas été onéreuse au Valais puisqu'il a fait de si grands efforts pour la conserver. L'esprit national a dirigé le Valais bien plus que l'esprit d'intérêt et, quant aux surcharges qu'il a éprouvées depuis quatre ans, il s'en rapportait à la justice naturelle des Suisses pour lui accorder un jour ou un autre les dédommagements dont la séparation de gouvernement ne fait aujourd'hui que hâter la fixation. Le Valais a établi un compte-aperçu des contributions extraordinaires et des exécutions militaires qu'il a supportées de la part du général Turreau qui monte à la somme de 113875 de France, soit environ . . . . L. 76 000

Ce compte ne comprend ni les charrois, ni les fournitures de bois,	
d'eau-de-vie et de fourrages, ni les réquisitions personnelles	
du général et de ses officiers dont les comptes, depuis six	
mois, peuvent s'évaluer sans exagération à . . . .	L. 14 000
	<hr/>
	L. 90 000

Sur quoi la République a envoyé au Valais . . . . .	L. 20 000
Et elle lui en a promis encore 10 000.	

Et malgré l'intérêt particulier du Valais, la cause qu'il a défendue était d'un intérêt trop général, les ordres du gouvernement ont été trop précis et trop réitérés pour que ce compte ne soit pas placé au nombre des dettes de la République.

Telles sont les matières des principaux comptes entre la République helvétique et le Valais.

De la dette de la République, la plus grande partie serait de nature à ne pas concerner le Valais.

La guerre du Valais a été payée par lui, d'une manière qui ne laisse lieu à aucun retour contre lui.



Les impositions arriérées et le contingent de la dette pour la fourniture des troupes ont été considérablement excédés par les fournitures effectives faites par le Valais et indépendamment de celles qui ont été énumérées ; il pourrait être dans le cas de réclamer des dédommagements pour une multitude [de débours] qui ne sont pas de nature à être justifiés en forme comptable.

Enfin la dernière époque où le Valais s'est défendu avec tant de courage contre son démembrement d'avec la Suisse a ouvert en sa faveur un compte assez étendu que l'honneur national et la réciprocité d'attachement ne permettent pas de contester.

Sous ce point de vue le Valais est donc créancier de sommes que l'on peut juger considérables envers la République helvétique.

Envisageons actuellement sous un autre aspect le résultat de l'association momentanée du Valais avec la République helvétique et la situation où il se trouve au moment de sa séparation.

Les avantages qu'un gouvernement central pouvait procurer ne se sont pas étendus au Valais ; à l'exception des places constitutionnelles, on n'a point vu de Valaisans dans les emplois de tout genre que le gouvernement distribuait. Ils ont été à peu près repoussés des places militaires et, sur un nombre d'anciens officiers qui ont demandé de l'emploi, il n'y en a que deux ou trois qui en aient obtenu et encore dans des grades inférieurs. Les magasins publics ont été épuisés pour d'autres cantons. Les fonds qui se sont prodigués dans les premiers temps de la révolution ne se sont pas répandus jusqu'au Valais. On ne fait que laisser entrevoir ici ces rapprochements sur lesquels on craindrait de s'appesantir.

D'un autre côté, on a vendu des domaines nationaux du

Valais pour la somme de . . . . .	[francs]	45 000
-----------------------------------	----------	--------

On a aliéné de ses créances actives pour la somme de	[francs]	10 000
------------------------------------------------------	----------	--------

Dans aucun canton on a employé une aussi forte portion de sa propriété.

On a consommé les sels qui se trouvaient dans les magasins de l'ancien Etat et que l'on ne peut évaluer moins

de . . . . .	[francs]	25 000
--------------	----------	--------

Et l'on n'a payé ni le capital, ni les intérêts d'aucune dette de l'ancien Etat. Le Valais se retrouve avec un capital de 80 000 de moins en actif et il se retrouve avec toutes ses dettes, des intérêts accumulés et une dette intérieure de 5 à 600 mille francs à égaliser, un tiers de son pays dévasté par tous les moyens de destruction et plus d'un million de francs en numéraire et en valeurs diverses que les contributions et le pillage lui ont enlevés et qui ont été exportés en entier.

Sans doute, une calamité générale s'est étendue sur toute la Suisse et le Valais doit se résigner à en supporter sa part. Mais ce tableau ne présente-t-il pas véritablement une grande disproportion dans le contingent naturel du Valais si on considère que c'est cette communauté qui a été la cause des malheurs personnels du Valais ?

Si l'on considère surtout qu'indépendamment des motifs semblables que chaque canton avait de son côté de s'éloigner de cette communauté, il y avait

encore une disproportion prodigieuse d'intérêt entre le Valais et les cantons favorisés par la nature pour la culture et pour l'industrie ; on ne pourra s'empêcher de reconnaître que la République helvétique ne peut se dispenser d'allouer au canton de Valais un dégrèvement considérable des charges de toute nature qui se sont accumulées sur lui.

D'après ces aperçus, les députés du Valais ne croient pas s'écarter des principes qu'ils ont annoncés en proposant les bases ci-après d'une transaction définitive :

1. Les créances d'Etat et les biens nationaux de l'ancien Etat du Valais qui n'ont pas été aliénés demeureront au Valais.

2. La République helvétique acquitterait les indemnités des fonctionnaires publics et employés des bureaux jusqu'à la signature du traité.

3. Sur cette somme la République helvétique ferait compter au Valais le montant de ce qui est échu depuis le premier janvier 1802 et une somme de 10 000 [francs] à distribuer sur l'arriéré aux fonctionnaires et employés qui en ont le besoin le plus pressant.

4. La République helvétique payerait au Valais pour solde de toute autre répétition quelconque à quelque titre que ce soit, la somme de 80 000 [francs].

5. Au moyen de ces paiements le Valais se chargerait de liquider toutes prétentions quelconques qui peuvent exister en Valais contre la République helvétique.

6. Le Valais fera valoir lui-même auprès du gouvernement français les fournitures qu'il a faites à l'armée de réserve et tâchera d'en obtenir le remboursement, sans avoir à en faire compte avec la République helvétique.

(Helv., vol. 1070, pp. 405-412, copie de Mousson, secrétaire en chef du Petit Conseil, datée du 15 juin 1802.)

**Berne, 14 juin 1802. — Augustini au Petit Conseil de la République helvétique**

*Il lui fait parvenir quelques articles préliminaires sur les relations futures « entre la République helvétique et la République naissante du Valais ». Il l'assure que les Valaisans feront tout leur possible pour « resserrer le plus étroitement possible » les liens entre les deux pays.*

(Publié dans Strickler, t. 8, p. 186, N° 9.)

[Berne, 14 juin 1802]. — « Notes sur les relations particulières entre la République helvétique et celle du Valais », de la main d'Augustini

*Les citoyens valaisans présents à Berne et « ceux y députés par la Chambre administrative », persuadés que la République helvétique et le Valais « désirent de se rapprocher au moins à leur ancienne alliance », présentent les articles d'un traité d'alliance entre la Suisse et le Valais « en déclarant cependant qu'ils ne sont pas nantis de pouvoirs suffisants pour arrêter quelque chose définitivement ».*

*Suivent 12 articles :*

1. *Nécessité de rétablir l'ancienne alliance.*
2. *Réciprocité du droit de naturalisation pour les citoyens des deux pays.*
- 3, 4 et 5. *Dispositions relatives au commerce.*
6. *Droits du Valais de nommer la vingtième partie des officiers dans les troupes auxiliaires levées pour la France.*
7. *Disposition relative à l'extradition des criminels.*
8. *Dispositions relatives à l'arbitrage des différends qui opposeraient les deux pays.*
9. *Disposition relative à la fourniture du sel.*
10. *Disposition relative à l'expulsion de certains étrangers.*
11. *Disposition relative à la monnaie.*
12. *Dispositions relatives aux faillites.*

(Publié dans Strickler, t. 8, pp. 186-187, N° 10.)

**Berne, 15 juin 1802. — Augustini [aux notables du Valais]**

J'ai cru que le plus nécessaire pour vous était une réponse sur votre demande, savoir s'il y avait encore moyen de conserver le Valais comme partie intégrante de la République helvétique. J'en ai parlé déjà samedi au soir, et dimanche matin on me l'a fait parvenir<sup>1</sup>. J'ai l'honneur de la joindre ici avec les pièces y mentionnées.

J'ai remis hier au citoyen Rengger le mémoire pour obtenir un compte en bloc selon la façon de voir de nous tous<sup>2</sup>. Je l'ai accompagné d'une lettre dans laquelle j'ai fait l'énumération des motifs qui doivent y engager les deux associés se quittant avec beaucoup plus d'énergie mais aussi avec beaucoup d'honnêteté et de regret.

J'ai de même déposé hier entre les mains de M. Rengger les notes sur les articles préliminaires de l'alliance particulière avec la Suisse, et les ai aussi accompagnés d'une lettre<sup>3</sup>.

Ce n'est que hier matin, après avoir été cinq fois à cette fin à l'ambassade de France, que M. Verninac m'a remis la copie des articles préliminaires sur notre sort politique. M. le ministre y a ajouté l'article que le Valais n'étant pas dans le cas d'avoir des ambassadeurs, les Valaisans pourraient s'adresser à ceux de la France. Il doit aussi, selon M. Rengger, avoir changé quelques autres passages. En me la remettant, il me défendit de la montrer et cela d'autant plus, disait-il, qu'on avait la fureur d'insérer tout dans les papiers publics en Helvétie. Dans cet embarras, je lui faisais l'aveu que M. Rengger me l'avait demandé et il me permit de la lui donner en l'avertissant sur discrétion qu'il en exigeait. Je l'ai aussitôt portée chez M. Rengger qui, en voyant les changements et l'article ajouté, m'a dit qu'il en conférerait avec le ministre français.

J'ai eu hier une conférence avec M. Catoire qui m'a été en quelque façon recommandé auparavant par M. l'ambassadeur relativement aux fournitures des sels. Je lui ai observé que dans ce moment nous ne pourrions traiter avec lui, vu les empêchements résultant des opérations du général Turreau, que la Chambre créée par ce dernier ne l'oserait pas et n'aurait d'ailleurs pas l'approbation de l'Etat du Valais, qu'enfin le général Turreau avait déjà concédé cette fourniture au citoyen Mercanton qui s'était engagé de donner à l'Etat un profit de 40 000 francs par an et qui — car M. Perrig qui est arrivé avant-hier ici pour régler ses comptes des fournitures qu'il a faites pour la Chambre administrative me l'avait dit — doit avoir donné comptant un bouquet de 100 louis et la promesse de 30 services en argent au général Turreau et que d'ailleurs on préférerait en Valais les sels marins, que dans ce conflit il ferait mieux d'attendre le moment où le gouvernement du Valais sera constitué.

Il s'est décidé d'ajourner cette négociation, mais il doit avoir écrit par ce courrier au général Turreau pour lui faire part qu'il est expressément chargé par le gouvernement français de traiter avec les notables de la République du Valais au sujet des fournitures de sel de France, et pour lui demander de quel droit il s'est emparé en Valais des sels appartenant à la République helvétique sous la garantie en quelque façon de celle de France dont le gouvernement helvétique lui refuse à présent le paiement.

M. Catoire veut bien aussi fournir au Valais des sels marins et fait espérer les meilleures conditions ; il m'a enfin confié que le général Turreau trouve le projet de notre constitution très mauvais, qu'il s'occupe pour faire manquer tout, mais qu'on avait pris des mesures en conséquence et que lui, Catoire, étant souvent consulté sur les affaires de la Suisse, venait d'écrire au ministre en faveur des arrangements projetés.

J'ai dîné hier chez M. le ministre italien [Marescalchi] avec MM. le ministre de France, Rüttimann, Dolder, Kuhn, Glutz, le général Montrichard, le général Andermatt, les deux secrétaires d'ambassade de France et d'Espagne, le préfet national de Berne, Müller-Friedberg. Sur chaque couvert était le nom de celui pour lequel il était destiné. J'étais placé à la droite de M. le *Statthalter* Rüttimann.

M. Verninac est parti aujourd'hui pour le Grindelwald ; il n'attend la réponse de Paris que dans huit ou dix jours, mais M. Catoire prétend que notre affaire aura été traitée hier par les consuls comme jour fixé pour le département de cette matière.

Toutes les commissions que vous m'avez laissées sont déjà faites et je retournerai de temps en temps à la charge. Si vous en avez encore, ordonnez, je vous prie, à votre serviteur !

Je prie M. d'Olbec de rendre compte au cher collègue Isaac de Rivaz du contenu de notre mémoire relatif à un compte mal taillé, et je prie très instamment ce dernier de me communiquer sa façon de penser à cet égard le plus tôt possible.

Schwyz, Uri et Unterwald n'ont pas reçu la constitution, mais ils n'ont pas voté dans les registres. Ceux qui voulaient accepter la constitution devaient se placer à la droite dans leur église et ceux qui la rejetaient à la gauche. On prétend que personne [ne] s'est placé à la droite.

Je prie mon cher cousin et collègue de Rivaz de me procurer le plus tôt, s'il est possible, de la semence de mélèze, trente livres. C'est une commission intéressante qu'on m'a donnée en latin : *pinus larix*.

Veuillez recevoir mes assurances de respect et d'amitié.

(Rz, cart. 55/18/15, original.)

<sup>1</sup> Strickler, t. 8, pp. 185-186, N° 8 b, le Petit Conseil aux députés du Valais, du 12 juin 1802.

<sup>2</sup> Voir pièce N° 6.

<sup>3</sup> Voir pièces N°s 7 et 8.

10

**Berne, 15 juin 1802. — Augustini au département de l'Intérieur**

*Il intervient en faveur de quelques fonctionnaires du Valais. — Ensuite de la promesse du 16 avril, le Valais devrait encore recevoir 10 000 francs que les contributions du général Turreau rendent indispensables.*

(Analysé dans Strickler, t. 8, pp. 220-221, N° 9.)

11

**Berne, 16 juin 1802. — Augustini au département de l'Intérieur**

*Il lui fait parvenir le décompte des 5 800 francs que la Chambre administrative n'a pas pu appliquer à l'entretien des troupes et il justifie les paiements effectués pour les salaires.*

(Analysé dans Strickler, t. 8, p. 221, N° 11.)

Berne, 18 juin 1802. — Augustini à MM. Ch.-Emm. de Rivaz,  
de Riedmatten, Isaac de Rivaz, Nicolas Roten, d'Olbec, Duc, Preux  
et Stockalper, « mes chers collègues »

M. Verninac n'est pas encore de retour du Grindelwald. Je sais cependant par le secrétaire d'ambassade, qui vient de me faire une visite, qu'il n'y a aucune nouvelle de Paris pour nous.

Il me paraît d'avoir été bien combiné lorsque nous avons cru que quel qu'un dût rester encore ici, car j'ai toujours quelque chose à faire.

M. Rengger a eu un entretien avec M. le ministre concernant les articles préliminaires :

1. Le ministre ayant inséré dans la rédaction de l'article de la concession de la route militaire le mot [?] à *perpétuité*, le citoyen Rengger lui observa la sinistre impression que pourrait faire cette expression. Le ministre l'a senti, mais il craint que le gouvernement français nous impute une arrière-pensée si nous en demandions l'omission depuis qu'elle y est mise.

2. Dans l'article relatif au dédommagement en faveur des propriétaires endommagés par la route du Simplon, la rédaction ne parlait que des dommages futurs ; le ministre a consenti de dédommager aussi les dommages déjà faits.

3. A l'égard de l'article qui parle que les Valaisans [n']auront de recours [qu']aux ambassadeurs français, etc., M. Verninac ne veut rien changer mais,

4. il consent que la République helvétique soit aussi intervenante dans le cas d'un établissement d'un nouveau droit de péage, etc.

Notre pétition relative à un compte en bloc, accompagnée d'un mémoire de ma part, a été présentée au Petit Conseil, mardi passé ; il l'a renvoyée à l'examen des départements des Finances et Intérieur. J'ai couru chez les conseillers d'Etat respectifs afin de les persuader en notre faveur. M. Dolder m'a paru peu persuadé que notre affaire d'un compte mal taillé réussisse. M. Füssli m'a donné les meilleures espérances et je recommanderai cette affaire à tous les membres du gouvernement. Je l'ai déjà fait chez plusieurs.

M. Perrig est encore ici ; sa demande a aussi été renvoyée à l'examen du département de l'Intérieur. Il m'a dit que le général Turreau retournait à Sion.

J'attends avec impatience la façon de voir du cher collègue Isaac de Rivaz sur le projet d'un compte mal taillé.

Salut respectueux, amitié éternelle.

(Rz, cart. 55/18/16, original.)

[Sion ?], 21 juin 1802. — Ch.-Emm. de Rivaz à Augustini

Je vous dois et vous fais bien des remerciements pour les deux lettres que vous avez eu la bonté de m'écrire depuis mon départ de Berne<sup>1</sup>. J'ai communiqué le contenu de la dernière à une partie de nos Messieurs, n'ayant pu encore rencontrer les autres. Ils ne voient pas un inconvénient bien notable à ce que le mot de *perpétuité* soit inséré dans le traité. La cession pure et simple de la route entraîne d'elle-même et après elle l'obligation de l'accorder toujours, à moins que d'autres traités postérieurs n'y apportent des changements. Ainsi le mot ne paraît pas imposer une charge plus forte que celle que la première rédaction présentait. Quant à ce que vous nous dites de l'intervention de la République helvétique dans le cas de l'établissement d'un nouveau droit de péage, nous n'avons pas su nous rappeler les changements qui avaient été faits à notre projet. Il portait que les péages seraient établis sur le pied de la réciprocité, et comme nous n'avons pas encore reçu la copie que nous attendions recevoir du ministre de France, lorsque nous sommes partis, nous ne pouvons rien dire sur cet objet. Nous vous serions obligé de nous envoyer cette copie que vous aurez sans doute reçue depuis notre départ, vous recommandant d'ailleurs toujours le soin de nos intérêts du mieux qu'il vous sera possible.

M. Theiler, chef du bureau des légalisations au département des Relations extérieures, ne m'a point encore répondu au sujet des deux passeports que je lui avais demandés pour M. Chavaillat, prêtre français, et le père Basile, capucin. Oserais-je vous prier de lui rappeler cet objet, et lui demander à quoi il tient que ces passeports n'aient pas été expédiés ? Je vous en serai très obligé principalement pour M. Chavaillat qui attend avec impatience cette pièce pour se mettre en route.

M. de Torrenté, greffier du tribunal du canton, qui m'avait écrit à Berne au sujet de ses appointements arriérés et dont je vous ai laissé la lettre, est revenu me trouver pour me dire qu'il avait été assigné sur la caisse du canton pour deux mille trois cents dix francs sept batz qui lui reviennent jusqu'au 20 août 1801, d'après les dispositions faites par le département de l'Intérieur dans la lettre qu'il a adressée à la Chambre administrative, le 10 décembre dernier ; mais qu'il n'avait rien pu toucher de cette assignation sur ladite caisse, que cependant il craignait qu'on ne la regardât comme acquittée et qu'on lui en fit la déduction, qu'il se recommandait pour qu'on en fit l'observation au gouvernement. Comme vous avez eu la bonté de vous charger de ses dernières réclamations, je viens vous recommander également celle-ci pour que ses intérêts ne se trouvent point compromis, quoique j'aie cru pouvoir d'avance le rassurer à cet égard.

Je prends de même la liberté de vous recommander de nouveau les trois notes que j'ai remises au bureau de l'Intérieur pour les citoyens de Lovina, Bonvin, de Nucé et Pierraz. Oserais-je vous prier de me dire si on vous a communiqué quelque détermination à cet égard ? Le citoyen administrateur de Rivaz m'a dit qu'il avait l'honneur de vous écrire aujourd'hui au sujet du



projet de compte en bloc avec la République helvétique. Ainsi je n'entrerai pas en détail sur cet objet.

Quant aux nouvelles, le général [Turreau] est reparti de Sion samedi, à quatre heures du soir, après avoir laissé deux arrêtés, l'un pour la confection du cadastre<sup>2</sup>, que le citoyen de Rivaz vous a déjà envoyé, et l'autre pour continuer la contribution du 4 germinal [25 mars] sur le district de Sierre et les communes d'Ayent, Nax, Veysonnaz et Fully pour les mois de germinal et floréal [22 mars - 20 mai]<sup>3</sup>. Nous désirons beaucoup qu'il n'ait pas le temps d'effectuer cette rentrée. D'ailleurs tout est assez paisible.

(H 36, N° 7060, minute.)

<sup>1</sup> Voir pièces N°s 9 et 12.

<sup>2</sup> Rz, cart. 72/33/31, arrêté du 25 prairial an 10 (14 juin 1802). — Publié dans Strickler, t. 8, pp. 106-107.

<sup>3</sup> Rz, cart. 72/33/30, arrêté du 25 prairial an 10 (14 juin 1802). — Publié dans Strickler, t. 8, p. 112, N° 10.

14

**Berne, 22 juin 1802. — Augustini au département de l'Intérieur**

*Il l'invite à indiquer les sommes que le gouvernement aurait utilisées pour l'entretien des troupes en Valais depuis l'arrivée du général Turreau et il lui communique les dispositions de ce général relatives aux contributions et aux magasins de sel.*

(Analysé dans Strickler, t. 8, p. 221, N° 14.)

15

**Berne, 22 juin 1802. — Augustini à Ch.-Emm. de Rivaz et aux membres de la Chambre administrative Preux, de Riedmatten, Stockalper et d'Olbec**

Aussitôt l'arrêté du général Turreau concernant le cadastre reçu, j'ai fait verbalement et par une note<sup>1</sup> mes représentations au gouvernement et lui ai fait sentir que cette mesure qui faisait entrevoir la résolution du général Turreau de continuer encore très longtemps son régime militaire était faite pour alarmer un peuple brave mais crédule qui se croira trompé dans tout ce qu'on lui assure officiellement de son indépendance, que nous y étions tous compromis : le gouvernement et spécialement le ministre français. J'ai fait valoir encore bien d'autres raisons que je passe sous silence comme des raisons non diplomatiques. J'ai aussi été deux fois chez M. Verninac à ce sujet et lui ai

dit qu'il était le plus compromis dans cette affaire et que le général Turreau avait assurément pris cet arrêté pour décréditer ses opérations au sujet du Valais. Il m'a paru persuadé de mon raisonnement.

Aujourd'hui, le gouvernement lui donne la notification officielle de l'arrêté en question et de ses motifs de mécontentement<sup>2</sup> et le tout sera par ce courrier envoyé au gouvernement français.

M. Verninac a reçu une réponse du ministre Talleyrand ; il lui accuse la réception des dépêches qui nous concernent, l'assure qu'il en fera un prompt rapport au Premier Consul et qu'aussitôt il lui fera part du résultat ; que le Premier Consul était invariablement décidé sur l'indépendance du Valais, que le gouvernement français ne se mêlera pas de notre administration, qu'il ne demandait que d'être assuré de la route en question à ses frais, qu'il ne laissera en Valais que peu de troupes pour le maintien de la tranquillité et pas plus longtemps qu'il ne le faudra, que le Valais pouvait avec assurance se fier aux bonnes dispositions du gouvernement français.

L'ambassadeur espère la réponse dans cinq ou six jours, et il est assuré qu'elle sera favorable. Seulement il m'a paru craindre que contre sa propre opinion le gouvernement français persiste à ne vouloir ériger qu'un acte contenant et les articles de l'indépendance et la constitution. Il m'a dit qu'en ce cas, si nous persistions à vouloir deux actes séparés, cet objet entraînera une négociation nouvelle qui exigera du temps. Il m'a demandé si en ce cas il ne vaudrait pas mieux d'en désister, moyennant l'insertion d'une déclaration que notre constitution est susceptible de tous les changements que la République du Valais voudra y apporter. Je lui ai répondu que je ne pouvais m'expliquer là-dessus sans en avoir premièrement conféré avec M. Rengger, chargé de toute cette négociation par le gouvernement helvétique, et le résultat de mon entretien avec M. Rengger était de ne pas s'en occuper jusqu'à l'arrivée de la réponse de Paris et c'est celle que j'ai donnée hier à M. Verninac. J'hésite beaucoup si l'on devait commencer une nouvelle négociation à ce sujet et retarder la décision de notre sort et la fin de nos maux. *Veillez me dire votre avis là-dessus par le même courrier de jeudi prochain.*

J'attends avec impatience la façon de voir raisonnée de M. Isaac de Rivaz sur notre demande en compte mal taillé.

Je prie aussi très instamment le même M. de Rivaz de me répondre par le même courrier de jeudi sur les questions suivantes :

1. Combien M. Turreau peut-il avoir perçu des impositions indirectes ?
2. Des revenus nationaux, des dîmes, fiefs et des biens-fonds ?
3. Combien le général Turreau a-t-il relâché aux communes sur les impositions qu'il a imposées ?
4. A-t-il retiré les impositions mensuelles depuis ?
5. Combien ont-elles rapporté au général Turreau jusqu'à ce moment ?
6. A quelle somme s'élèvent les fournitures en nature ou en argent faites par les communes ou particuliers, exécutées militairement pour l'entretien des troupes lorsque le service a manqué ?
7. A quelle somme s'élèvent les fournitures faites par la Chambre légitime depuis l'arrivée du général Turreau ?

8. Combien de ses troupes et combien de temps le général Turreau a-t-il fait nourrir dans le Léman ?

Je demande sa façon de voir à cet égard par le courrier de jeudi, et le plus grand secret là-dessus.

Salut respectueux, amitié éternelle.

(Rz, cart. 72/34b/27, original.)

<sup>1</sup> Helv., vol. 1070, pp. 189-190, au département de l'Intérieur, du 21 juin 1802 et *ibidem*, vol. 799, pp. 527-528, à Rengger, landammann, du 21 juin.

<sup>2</sup> Protocole du Petit Conseil publié dans Strickler, t. 8, p. 112, No 12.

16

**Berne, 25 juin 1802. — Augustini à Ch.-Emm. de Rivaz**

Je vous envoie la lettre que je viens de recevoir du ministère à votre adresse.

Veillez dire à mon cher cousin de Rivaz que j'ai reçu le mémoire sur le projet d'un compte en bloc et dans ce moment la lettre par l'express des Bains [de Loèche]. Je ne puis lui rien répondre dans ce moment et je n'ai rien de nouveau. M. Verninac attend chaque jour de courrier la réponse de Paris.

Salut respectueux et amitié éternelle.

(Rz, cart. 55/18/17, original.)

17

**Berne, 26 juin 1802. — Augustini [aux notables du Valais]**

J'ai reçu la lettre hier à midi, que vous m'avez fait parvenir par la Gemmi. J'en ai gardé la discrétion et j'ai agi avec la circonspection qu'elle exigeait.

J'ai retardé l'express croyant de pouvoir vous faire parvenir quelques nouvelles consolantes que M. Verninac attendait par le courrier d'aujourd'hui.

Je viens de quitter M. le ministre de France dans ce moment, à une heure et demie. Je lui ai observé, en lui témoignant toute ma confiance, que les actes du général Turreau et le ton de ses adhérents étaient faits pour désorienter un peuple crédule et méfiant, et pour décréditer ses opérations. Il me répondit avec assurance et avec un ton de bonté et d'intérêt : « J'ai reçu des nouvelles ; vos affaires vont bien. J'attends aux premiers jours les nouvelles

décisives. » Il m'a donné la permission de vous mander tout cela pour vous tranquilliser dans le Valais.

J'écris par conséquent par ce même exprès dans tous les districts supérieurs la même chose dans le même but, et demain par la poste dans les districts plus bas que Sion.

M. le landammann Rüttimann vient de me dire très confidentiellement dans l'antichambre de M. l'ambassadeur, qu'ils avaient reçu la nouvelle de l'éloignement prochain du général Turreau ; ceci est pour vous, n'ayant pas la permission de le dire et craignant d'engager ce général de travailler avec d'autant plus d'énergie à se conserver.

Je n'ose vous dire non plus pourquoi je vous ai fait tant des questions dans ma dernière, adressée à mon cher cousin Duc, pour être sûr qu'elle vous parvienne même en cas d'absence des autres tous et j'ose vous témoigner ma douleur de n'avoir reçu aucune réponse sur aucune de mes questions importantes, quoique j'aie fait connaître toute l'urgence de recevoir ces réponses par le même courrier de jeudi passé.

Je vous conjure donc de nouveau par celle-ci et par le bien de la chère patrie de relire cette lettre adressée au citoyen Duc et de me répondre tous et un chacun pour ce qui le concerne, sur toutes les questions que j'ai eu l'honneur de vous faire dans ladite lettre par un motif majeur dont le soulagement de la patrie peut dépendre dans l'instant. Je vous prie de me faire passer sans le moindre retard par le même exprès, par la Gemmi, les réponses à mes questions et j'y compte.

Dans ce moment, le ministre italien me confie que toutes nos affaires réussiront, sinon que le gouvernement français persiste à ne vouloir qu'un acte pour les articles de l'indépendance et de la constitution.

Je vous prie une fois pour toujours de garder soigneusement mes lettres et de dire à MM. le préfet de Rivaz et collègue Duc qu'ils veulent bien garder celles que j'ai eu l'honneur de leur écrire. J'en demande copie, ne voulant pas les laisser faire ici où cela coûte si cher et n'ayant pas le temps de le faire moi-même.

Vous êtes enfin priés de communiquer celle-ci aux citoyens préfet de Rivaz, président de Riedmatten, d'Olbec, Preux et Stockalper.

Salut respectueux, amitié sincère et éternelle.

Berne, très à la hâte, à 1 heure et demie passée.

P. S. M. Perrig est parti aujourd'hui ; le gouvernement a passé à l'ordre du jour sur sa demande<sup>1</sup>. J'augure de là que notre demande du compte en bloc est écoutée.

(Rz, cart. 72/34b/28, original.)

<sup>1</sup> Décision du Petit Conseil, du 23 juin 1802, publiée dans Strickler, t. 8, p. 221, N° 15.

**Berne, 28 juin 1802. — Augustini au landammann Rengger**

*Il lui demande de faire avancer la requête valaisanne en faveur d'un compte en bloc.*

(Publié dans Strickler, t. 8, p. 222, N° 18.)

**[Berne, 28 juin 1802]. — Augustini au gouvernement helvétique**

*« Supplément aux motifs qui doivent persuader le gouvernement helvétique à un compte en bloc à faire avec le Valais. »*

Le Valais, avant de se séparer d'intérêt, demande au reste de la Suisse de régler son compte avec le gouvernement. Ce n'est pas à la vérité les cantons qui sont la cause directe des dépenses où a été entraîné le Valais, mais comme ces dépenses sont une suite, soit du traité d'alliance, soit de la déclaration d'unité, rien ne peut dispenser les cantons d'entrer en compte avec le Valais pour les fournitures et dommages de la guerre. Les lois ont bien décidé cette question.

Si une grande partie des dommages de la guerre de 1799 sont une suite de l'insurrection, le Valais a une grande liste motivée à faire des dommages qui ne sauraient être attribués à l'insurrection.

L'incendie du grand et beau village de Grengiols a eu lieu en septembre 1799 par une mesure purement militaire des Autrichiens qui ne sont certainement pas venus pour repousser les insurgés, de même les bâtiments très nombreux brûlés sur le Simplon. Il y a eu de même une très grande quantité de maisons et granges brûlées dans la montagne de Mund et Naters par seule mesure militaire pour signaux ou pour chauffer les postes avancés ou pour ôter cette retraite aux Autrichiens.

Les ponts nombreux endommagés ou abattus dans le Valais n'ont été qu'une mesure contre les ennemis de la France et de la Suisse.

Quelques villages de Goms [= Conches] pillés par les habitants du Hasli conduisant les Français en septembre, lorsqu'ils délogèrent les Autrichiens, ne sauraient à cette date être regardés comme punition de l'insurrection totalement apaisée à la fin de juillet.

Les dommages causés aux propriétés dans la vallée de Ferret, district d'Entremont, les corvées très ruineuses pour les retranchements, les corvées très fatigantes de juillet, août, septembre, etc., en 1799 et 1800 ne sont qu'entièrement relatives à la guerre.

La perte des moissons de tout le Haut-Valais en 1799 est bien certainement une suite de la guerre que les troupes françaises firent sur la frontière pour empêcher les progrès de l'ennemi qui occupait alors toute l'Italie. Les régiments de cavalerie parcouraient le pays et ne laissèrent aux habitants d'autre espoir que celui de moissonner et récolter pour le livrer ensuite aux troupes ; de là vient qu'ils ont pris le parti de laisser le soin de la récolte aux troupes indisciplinées.

Ces objets portés en ligne dans le compte à faire avec le reste de la Suisse monteraient à des sommes extrêmement fortes, mais le Valais et surtout toutes les nombreuses communes et particuliers restés fidèles ou forcés de prendre malgré eux part dans la guerre de l'insurrection, se croient fondés de réclamer le montant de toutes leurs pertes, voulant prouver que le gouvernement d'alors pouvait, devait et était invité d'empêcher cette insurrection. Alors cette réclamation emporterait des sommes presque incalculables.

La Suisse, en s'occupant de notre demande de 80 mille francs par compte final en bloc prétendra peut-être que les fournitures faites aux armées ne sont pas encore payées et qu'elles ne le seront probablement jamais.

On répond que les Valaisans, en demandant 80 mille francs, ont bien eu des égards manifestes à ce que les avances ne seront pas encore remboursées en entier.

Ce canton garde pour sa part des fournitures d'un remboursement incertain : le passage de l'armée de réserve qui est un objet au moins de 200 mille francs, et il n'y a personne en Suisse qui ne connaisse que ce passage s'est appesanti exclusivement sur le Valais, et les Valaisans savent que tout a été payé dans le Léman tandis qu'on laissait tout à payer dans le Valais. Or le Valais prend déjà sa part de 4 millions des fournitures dont le payement peut être regardé comme perdu ou très incertain.

Voilà donc le Valais qui a eu en 18 jours une dépense faisant sa part de 4 millions, laquelle somme de 4 millions est la cinquième partie de ce que la France peut redevoir à la Suisse en totalité depuis le 15 janvier 1798 jusqu'à présent, et cependant dans cette fourniture n'est point compris le logement, ni les dépenses qui en sont ordinairement inséparables.

Pour faire sa part des quatre autres cinquièmes, le Valais cède les bons des fournitures de quatre années dont une seule, celle de 1798, montait par compte arrêté à 122 mille francs.

Ici nous faisons la remarque que tous les cantons ont été payés par la France ou par son influence de toutes les fournitures de 1798, et que le Valais est seul resté à payer ensuite d'une défense expresse qui lui fut faite par le Directoire exécutif, d'entrer en aucune manière en composition, ni pourparlers, qui eût rapport au payement de cette fourniture. Voilà donc 122 mille francs dus exclusivement au Valais par le gouvernement, car n'ayant eu aucun motif qu'on puisse avouer pour empêcher le Valais d'être payé comme l'étaient les autres cantons et sachant que ce non-payement est dû à deux cantons assez connus, il est de toute justice que le gouvernement paie en argent comptant les 122 mille francs pour mettre le Valais au niveau des autres cantons, et c'est d'après ces motifs qu'ont été payés les 20 mille francs au Valais que nous n'avons pas déduits des 122 mille francs dus par l'arrêté de compte. La dépense du Directoire est du mois d'octobre 1798.

Le Valais a donc à mettre en compte toutes les fournitures de 1799, 1800 et 1801. Celles de 1799 et 1800 montent à des sommes exorbitantes en transports et en fournitures des viandes dont il existe des bons déjà envoyés au bureau de liquidation.

On dira que le gouvernement a fourni des sommes et que le Valais est en arrière de trois impositions territoriales. On répond : il est certain que le Valais doit les années 1799, 1800 et 1801 et que le gouvernement a fourni des sommes, mais que n'a-t-il pas à proposer en échange ?

1. Que voulait-on demander à un canton qui avait payé d'énormes contributions en 1798 au général Lorge ? C'est la partie supérieure, et l'inférieure avait été pillée et foulée par les troupes venant repousser les insurgés. La ville de Sion pillée, des quantités des chevaux périr dans le Bas-Valais, soit entre les jambes des indiscrets étrangers venus au secours, soit des suites des courses, une quantité enlevée sur les campagnes par les cavaliers et les Vaudois. Le gouvernement doit savoir que la Chambre administrative l'ayant prié d'envoyer un commissaire pour modérer les impositions sur les sept dizains, il n'a pas voulu s'y prêter, mais abandonna ces dizains à la merci des troupes. Il en existe acte dans la seconde lettre écrite par l'administration au gouvernement et sa réponse. Ainsi la pénurie en Valais et sa première ruine sont en partie dues à l'insouciance du gouvernement. La seconde année servira à éclairer la conduite de la première insurrection. Le gouvernement n'agit pas ainsi pour les petits cantons. Le ministre de l'Intérieur y fut envoyé pour sonder la profondeur de leurs plaies et ils n'ont point été imposés mais secourus aussitôt, tandis que le Valais ne fut aucunement à charge en cette année 1798, sauf à la ville de Genève et [à] quelques autres villes qui envoyèrent des secours à celle de Sion qui avait été pillée pendant un jour entier et une nuit, et il ne doit pas être inconnu à la Suisse quelle nation y joua le premier rôle.

2. Que demander au Valais ? Les étrangers ont assez fait de relations de l'état malheureux de ce pays et des dévastations dont il offrait le spectacle. On en trouve une description circonstanciée dans les *Etrennes Helvétiques* de 1800.

Le général Xaintrailles dans sa défense contre ces accusations a produit un ordre du général Masséna tellement rigoureux contre le Valais qu'il en concluait à une grande modération dans sa conduite ; or, on ne peut le défendre de rassembler sous un seul point de vue le refus d'envoyer un commissaire en 1798 et l'ignorance des ordres cruels donnés par Masséna pour conclure que le gouvernement helvétique était assidu à voir d'un œil tranquille ruiner et dévaster ce pays.

Pouvait-on demander des impositions dans un pays dont la moitié précise avait été dévastée, c'est-à-dire maisons brûlées et détruites, moissons entièrement perdues dans la moitié supérieure, moissons laissées à récolter en bonne partie par défaut des chars tous employés, gâtés et chevaux exténués au service des transports, volés l'année précédente et celle-ci même ? Il est à observer que les transports en Valais étaient de plus de 30 lieues.

3. Que demander à un canton qui avait eu à loger continuellement de six à dix mille hommes pendant près d'un an, se transportant sans cesse de



St-Bernard au Simplon et retour, et dont les moissons au bord de tous les chemins furent la proie des artilleurs, fourgons, etc., les vignes la proie des soldats qu'on faisait courir exprès dans la saison de maturité pour les rafraîchir, enfin à un canton chargé d'ambulances, des quartiers-généraux et enfin livré à tous les genres de ruine imaginables ? Qu'étaient les fortunes de ce canton où tout son revenu ne suffisait pas à fournir aux soldats le vin, les légumes et la viande pour éviter d'avoir les draps et couvertes hâchés et des désagréments personnels ?

Le Valais sans doute ne serait censé devoir d'arrérages que l'an 1802 qui est la seule année des trois dernières où il a un peu profité de ses productions, mais encore il est connu que ce canton avait fourni ou perdu 10 000 vaches les deux années précédentes et que son peu de commerce était tari entièrement pendant la guerre ; son imposition territoriale devait être donc diminuée en raison du dépérissement de son numéraire et nous ne saurions estimer à plus de 50 mille francs que ce gouvernement aurait pu en percevoir pour mettre son imposition en proportion de ses moyens.

Or, le Valais, en demandant 80 mille francs et devant 50 mille francs, est censé recevoir 130 mille francs de la Suisse et comme il remet un compte arrêté réduit à 100 mille francs pour la seule année 1798, il ne reçoit que 30 mille francs à compte des énormes fournitures de 1799, 1800 et 1801.

Il y a quelque temps que nous estimions à 3 000 hommes par jour les troupes logées dans ce canton pendant une des années 1799 et 1800, c'est-à-dire depuis juin 1799 à juin 1801 [*sic*] ; en mettant chaque logement au plus bas qui est de deux baches pour chaque militaire tant pour officiers que chevaux, c'est 60 francs par jour ; pour 24 mois, c'est 144 mille francs, et certainement ce n'est pas assez de deux baches pour le logement, ayant des officiers sans payement, plusieurs régiments de cavalerie et jusqu'à trois quartiers-généraux, de l'artillerie, etc., etc., etc.

Si nous sommes bien informés, le gouvernement helvétique n'y a pas regardé d'aussi près avec les petits cantons ; il s'en faut de beaucoup qu'ils aient autant souffert ; ils n'ont rien fourni au gouvernement et ont été traités avec générosité.

Outre tous ces motifs et ceux que nous avons déjà avancés dans notre pétition, parlons des suivants :

1. Le Léman a été remboursé de son emprunt Ménard et de toutes ses dépenses relatives à la révolution au point que la totalité de ses dépenses payées à la fin de 1800 allait à douze cent mille francs.

2. Le Léman, Fribourg, Berne, Zurich, Lucerne avaient été payés de toutes leurs avances de 1798. Le Valais au contraire.

3. Les cantons les plus actifs ont eu un nombre considérable d'employés dans les troupes helvétiques et dans les bureaux. Le Valais n'a obtenu aucune faveur dans le militaire, ni dans le civil.

4. Les cantons ont été bien moins économes. Le Léman a eu des bataillons sur pied pendant plus d'une année, des cavaliers à la suite de leurs employés ; le canton de Fribourg nous a fait conduire quelques vaches dont les conducteurs ont été payés à 33 baches par jour et des rations, tandis que

chez nous on ne leur donnait que 12 baches sans autre. Nous avons eu en Valais des chars du Léman payés par ce canton à 60 baches par collier, tandis que nous avons porté en compte au plus 40 baches pour deux colliers dans tous les paiements faits avec l'argent du gouvernement.

Les sous-préfets ont eu des secrétaires et des frais de bureau bien autres que dans le Valais ; le préfet national, de même, des courriers, des huissiers en nombre, tout cela inconnu chez nous ; les receveurs des cantons, des districts, les commissaires, etc., etc., tout annonçait dans notre voisinage l'opulence, tandis que nous restions dans la médiocrité et dans les bornes de l'économie qui devait faire fleurir la Suisse à notre avis.

5. Il en résulterait de cette différence d'économie et de prix un compte à rectifier, soit en répétance [de ce] que nous avons payé de moins à nos individus, soit en mettant à la charge des cantons ce qu'ils auraient [été] payés en plus. Il faudrait même mettre à la charge des cantons ce que leurs employés ont eu de plus que nous, ou nous restituer à temps de prendre notre part dans une telle dépense. Car pourquoi les administrateurs du Valais iraient-ils en char à bancs biens mauvais, par économie, tandis que ceux des autres cantons iraient en carrosse avec des cavaliers en avant ? Nous avons vu un commissaire de district marcher seul avec une escorte de deux cavaliers d'hommage.

6. Pendant qu'en 1798 et 1799 nous fournissions des grains aux armées du produit de nos terres, des cantons se servaient de ceux trouvés dans les greniers nationaux.

7. Nous avons quelques domaines nationaux. On en a aliéné les deux tiers pour payer les fonctionnaires publics et certainement on a surpassé de beaucoup la proportion dans laquelle nous devons être traités à cet égard.

8. Le gouvernement a laissé accumuler les intérêts de notre dette nationale étant République du Valais, et en introduisant son régime des sels dans le Haut-Valais, son intendant a valu une perte considérable de sel que le Haut-Valais avait payée et qui est tombée au pouvoir des Français en juin 1799 en même temps que celui du gouvernement sous la conduite de Corgioli.

9. Le gouvernement helvétique, en négligeant de faire suivre les armées en 1798 par un commissaire helvétique, est la cause occasionnelle que la ville de Sion, le chapitre et l'Etat ont été dépouillés de tous leurs contrats de rente sur la France et ont été obligés à en remettre les lettres.

En voici assez pour engager le gouvernement helvétique d'accepter la proposition d'un compte en bloc. Mais supposons encore, ce que nous ne croyons pas, que le reste de la Suisse fasse un sacrifice en faveur du Valais. S'il lui accorde 80 000 francs par un compte final en bloc de la manière détaillée dans notre pétition présentée à cet égard, la nation helvétique ne le regrettera certainement pas. Elle s'est assez prononcée en faveur des frères qui lui ont témoigné un si grand attachement et qu'elle perd avec douleur réciproque. Elle ne veut sans doute pas affliger par un compte pénible et minutieux le Valais déjà affligé par la nécessité de se voir séparé d'elle. *Afflicto non est addenda afflictio*. D'ailleurs, un sacrifice en faveur du Valais qui était obligé d'être du ménage général de l'unité pendant tout le temps de la guerre et des dépenses excessives, et qui est derechef obligé de quitter ce ménage général dans ce temps plus heureux et de recommencer son ménage que le

temps de la réunion lui a complètement ruiné, d'ailleurs, un sacrifice en faveur du Valais, disons-nous, serait imperceptible pour 19 vingtièmes de la Suisse, sacrifice qui paraîtrait être en tout cas appuyé par la justice, [la] fraternité et la raison<sup>1</sup>.

(Helv., vol. 1070, pp. 415-421, original.)

<sup>1</sup> Ce document est mentionné dans Strickler, t. 8, p. 222, N° 18. — Une réponse du département de l'Intérieur aux mémoires des 14 et 28 juin (voir nos pièces 6 et 19) est publiée dans Strickler, t. 8, pp. 222-224, N° 21, du 5 juillet 1802. Le ton n'y est guère favorable au Valais : « J'aurai l'honneur de vous exposer rapidement le contenu [des] mémoires [présentés], sans m'arrêter aux détails inutiles qu'ils contiennent, aux erreurs qu'on y rencontre, aux accusations qui y sont dirigées contre les opérations du gouvernement à l'égard du Valais, et aux déclamations qu'ils renferment contre d'autres cantons, qu'on prétend avoir été favorisés aux dépens de ce pays. Toutes ces allégations se réfutent par les faits et sont le résultat du même esprit qui a toujours distingué les longs mémoires de la Chambre administrative de ce canton... »

20

Sion, 2 juillet 1802. — Ch.-Emm. de Rivaz à Augustini

J'ai l'honneur de vous réitérer mes remerciements personnels pour les avis que vous avez la complaisance de nous donner en commun de l'état où se trouvent nos affaires. Nous languissons tous dans l'attente de leur issue, et le retard qu'éprouve la réponse de Paris commence à être interprété bien défavorablement par nombre de personnes, surtout quand on compare cette lenteur d'une part, avec l'activité très grande dont usent d'autre part les agents du général Turreau. Le sous-préfet de Saint-Maurice [H. de Nucé] vous a déjà informé des démarches qui se faisaient pour accaparer des signatures exprimant le vœu de réunion à la France<sup>1</sup>. Cette mesure se poursuit ici et dans les environs avec toujours plus de chaleur. Le notaire Bertrand a déclaré aujourd'hui audit sous-préfet que le citoyen Franc, président de la municipalité établie par le général et faisant en même temps les fonctions de sous-préfet de Saint-Maurice, lui avait montré une espèce de manifeste manuscrit portant que, vu que les peuples du Haut-Valais avaient maltraité ceux du Bas et que les fonctionnaires actuels helvétiques ne travaillaient pas à procurer le bonheur de la patrie, les soussignés demandaient à être compris comme partie intégrante du territoire de la République française. On parcourt les communes des environs avec cette formule qu'on fait signer. L'agent de Massongex [P.-M. Longeat] a été invité par les citoyens Preux, administrateur pour le général, et par ledit citoyen Franc à faire assembler sa commune pour cette signature. Il a demandé un ordre par écrit qu'ils lui ont refusé en disant que la chose devrait déjà être faite, et que si on persistait à ne pas vouloir le faire, on enverrait de la troupe en exécution.

Les citoyens Jacques Peney et Jean-Pierre Barman, officiers municipaux de Saint-Maurice, de la création du général, et le premier agent [D. Débonnaire] ont déclaré que la même proposition leur avait été faite et que sur leur

refus de signer on leur avait dit qu'on placerait des soldats chez eux, à leur charge <sup>2</sup>. Les mêmes rapports se font depuis Vérossaz. Partout on a employé la menace de loger des troupes chez les refusants ; on peut croire de là que beaucoup de gens se seront laissé intimider. Mais quel pourrait être l'effet de signatures extorquées par des mesures aussi violentes et aussi iniques ? Je me suis empressé de vous en faire part et vous prie de vous concerter avec le citoyen landammann Rengger, notre négociateur, auquel je fais également part de ceci pour décider d'après les circonstances où vous serez à la réception de ma lettre de ce qui sera à faire.

(H 36, N° 7071, minute.)

<sup>1</sup> *Le Nouvelliste Vaudois*, N° 64, du 10 août, publie un modèle de demande de rattachement à la France.

<sup>2</sup> *Le Nouvelliste Vaudois*, N° 56, du 13 juillet 1802, mentionne comme victimes de ce procédé les municipaux d'organisation militaire J.-P. Barman et Denis Débonnaire.

21

**Berne, 5 juillet 1802. — Augustini à Ch.-Emm. de Rivaz  
et aux membres de la Chambre administrative,  
Preux, Riedmatten, Stockalper et d'Olbec, « députés »**

Par le courrier d'hier, M. le ministre Stapfer a écrit à M. Müller-Friedberg que M. Talleyrand, quoique malade, lui avait promis de *faire ratifier* par son gouvernement nos affaires avant son départ pour les eaux.

De là résulte qu'elles sont approuvées par ledit ministre qui a toute l'influence et était le plus grand moteur pour l'incorporation.

J'ai rendu compte et fait mes plaintes de ce qu'on agite notre peuple, en cherchant des signatures pour l'incorporation à la France. Il en était réellement fâché et m'a assuré qu'il allait écrire d'une manière efficace au général Turreau pour faire cesser tout cela.

J'ai sondé M. Verninac sur l'époque de son départ pour les bains de Loèche et lui ai fait sentir que vous vous occupiez pour le recevoir. Il m'a chargé de vous témoigner sa reconnaissance. Il ne partira pas qu'après une vingtaine de jours, mais je crois qu'il a l'idée de passer la Gemmi. Faites-moi le plaisir de me mander par le premier courrier si vous êtes intentionnés de lui procurer et meubler une maison aux Bains et de lui y fournir vins, légumes, poissons, etc., car alors je sonderai son maître d'hôtel si M. Verninac voudrait tenir ménage aux Bains. Je pense que je précéderai M. Verninac et alors nous pourrions délibérer sur la manière de le recevoir. Quoiqu'il dût passer par la Gemmi, le feu d'artifice pourrait se faire aux Bains et il faudrait aller au-devant de lui.

Il est bien heureux que je ne vous aie pas envoyé les articles concernant l'indépendance, d'après le secret qu'en exigeait M. Verninac.

Il est très fâché de les voir insérés dans les papiers publics<sup>1</sup> et assuré que cela ne dérive pas de moi. Il a demandé du gouvernement qu'il les désavoue d'autant plus que les députés du Valais n'ont pas traité<sup>2</sup>. Cela est bon pour nous, sans cela nous aurions été obligés de désavouer cet article-là.

J'ai préparé une nouvelle pétition pour demain à l'adresse du gouvernement actuel relativement à notre demande d'un compte en bloc<sup>3</sup>. J'y ajoute une raison que voici : qu'il ne serait pas juste de faire supporter [à] un associé sa part des frais de la guerre, qu'on sort malgré lui, pour le repos du reste de la Suisse, de la société au commencement de la paix où la société aurait pu se rattraper de ces frais-là.

J'ai prié dans une lettre le cher cousin de Rivaz de me procurer de la semence de mélèze : *pinus larix*. Je le prie instamment pour une réponse afin que je ne passe pas pour un Gascon.

Vendredi, on a publié ici, au bruit des canons, l'acceptation de la constitution de l'Helvétie<sup>4</sup>. Je vous assure, si d'un côté je fus charmé de voir l'Helvétie rentrée dans un Etat constitutionnel, j'étais affligé de l'autre d'entendre proclamer indirectement la séparation du Valais.

Vendredi, le Sénat a tenu sa première séance et arrêté de ne pas remplacer les sénateurs qui ont refusé leur nomination vu qu'ils sont à présent nommés par la constitution, et de procéder le 5 juillet à la nomination du Petit Conseil.

Aujourd'hui, les citoyens Dolder, premier landammann, Rüttimann et Füssli, *Statthalter*, ont tous été nommés au premier scrutin<sup>5</sup>; cependant le préfet Wieland a eu quelques voix pour être *Statthalter*. Les secrétaires d'Etat n'ont pas été nommés parce que le Petit Conseil en a la proposition.

Ce soir, il y a feux d'artifice et sérénade donnée aux nouveaux membres du gouvernement.

J'ai encore l'honneur de vous faire passer la copie de la lettre que M. Füssli m'a écrite au sujet de nos arriérés. Il ne pense pas qu'il nous est impossible de faire le tableau dont il parle.

Veuillez me continuer votre bienveillance et donner les ordres que vous croirez utiles ou nécessaires.

Salut respectueux et amitié éternelle.

P. S. J'ai donné ces nouvelles circulairement.

(Rz, cart. 72/34b/31, original.)

<sup>1</sup> Ces articles avaient paru dans *Le Nouvelliste Vaudois*, N° 53, du 2 juillet 1802.

<sup>2</sup> Le gouvernement le fit par une lettre de Rüttimann, du 4 juillet, au *Nouvelliste Vaudois*, N° 55, du 5 juillet 1802. Voir aussi Strickler, t. 8, pp. 188-189, N° 15, du 3 juillet et N° 16a, du 4 juillet.

<sup>3</sup> Voir pièce N° 19.

<sup>4</sup> Publié dans Strickler, t. 8, pp. 251-253, du 2 juillet 1802.

<sup>5</sup> Voir Strickler, t. 8, p. 275.

## Sion, 5 juillet 1802. — Ch.-Emm. de Rivaz à Augustini

Continuant à vous informer des événements qui ont eu lieu depuis la date de ma précédente, j'ai l'honneur de vous faire part que les sous-préfets de Sembrancher [Contard] et de St-Maurice [Franc] militairement établis ont ordonné hier aux deux sous-préfets helvétiques de ces mêmes districts [Joris et de Nuccé] de se rendre auprès du commandant militaire de la place de St-Maurice pour y rester sous sa surveillance<sup>1</sup>. L'attachement de ces deux honnêtes fonctionnaires à leur patrie et à leurs devoirs peut seul leur avoir attiré cette animadversion arbitraire, qui paraît bien étrange dans ce moment et dans les termes où nous sommes avec le ministre plénipotentiaire de France.

On peut croire que les vues de ceux qui ont ordonné une pareille mesure ne sont pas les mêmes que celles qu'a manifestées M. l'ambassadeur et que, suivant avec zèle le plan qu'ils ont conçu de se procurer des signatures pour la réunion à la France, ainsi qu'ils l'ont déjà fait à St-Maurice, ils ont été bien aises d'écarter du district de Sembrancher un citoyen éclairé qui aurait pu pénétrer et dévoiler les manœuvres qui vont sans doute y être mises en usage.

Tous les gens honnêtes sont étrangement surpris de l'opposition frappante qui se trouve entre ces mesures qui ont toujours plus ou moins lieu sous l'autorité du nom français, qui sont au moins exécutées par des gens employés avoués par le général Turreau, et les assurances aussi consolantes que positives que nous a données d'un autre côté le ministre plénipotentiaire de France. Je passais hier<sup>2</sup> à Martigny, à deux heures après-midi, pour me rendre ici et j'y ai appris que, dans ce moment-là même, la municipalité que le général Turreau y a établie en place de l'ancienne qu'il a destituée, allait s'assembler pour y émettre son vœu de réunion à la France. Je ne doute presque pas qu'étant composée comme elle l'est, elle n'ait parlé affirmativement, contre le vœu de la grande majorité des habitants de cette commune. Ici, j'ai pu me convaincre de l'activité que des agitateurs mettaient à exciter le désordre. Il y avait, dès les quatre heures après-midi, un rassemblement des gens des paroisses de Vex, de Bramois et de Granges, au nombre d'environ vingt personnes, qui ont fait une orgie dans la maison du voiturier Pralong, rue du Rhône, où le vin leur était fourni à discrétion au compte de gens qui ne se sont pas montrés. J'ai su qu'on avait cherché à augmenter autant qu'on avait pu ce nombre. Je connais déjà quatre agriculteurs d'ici qui ont été invités à se rendre dans ce même lieu en leur disant qu'ils y boiraient gratis, et qui ont refusé cette invitation. Toute la ville était pleine avant la nuit du bruit que ce rassemblement était dirigé en secret pour faire du tapage dans les rues, y crier à la réunion à la France, et insulter les maisons de divers citoyens, surtout de ceux qui avaient été à Berne. Le bruit existait même que les particuliers s'attendaient à être joints par d'autres des environs de la ville, qu'ils avaient sans doute travaillé à séduire, mais qu'ils n'ont pas pu persuader, car il n'est venu personne. Le commandant militaire ayant été averti de ces projets a pris des mesures pour maintenir l'ordre public et d'après cela personne n'a été insulté, mais ces gens sont entrés chez le citoyen Pittier et,

en entrant comme en sortant, ils ont fait dans la rue devant sa maison des huées dans lesquelles on a prétendu que se trouvait mêlé le mot « Vive le général Turreau » ; d'autres rapports disent qu'on criait aussi « A bas les dîmes » ; d'autres ont prétendu qu'on y avait aussi mêlé le mot de « Réunion à la France ». Les rapports varient à cet égard, de manière que je ne puis rien vous dire de positif ; mais on ne peut guère douter que tout cela ne fût organisé d'avance par des malintentionnés qui avaient espéré plus d'éclat de cette mesure. Elle s'est bornée à une vingtaine de particuliers de ces trois communes que vous savez déjà être des plus mal composées de notre pays et dont malgré cela on n'a pas pu rassembler la pluralité. Le commandant les a fait sortir de la ville à onze heures du soir, lorsqu'ils sont sortis de chez le citoyen Pittier et on a vu en cette circonstance par le silence que toutes les autres communes et la populace même de la ville a gardé, combien peu l'esprit public était disposé à applaudir à de semblables manœuvres<sup>3</sup>. Il ne résulte pas moins la preuve du désir qu'on a de nous désorganiser et de nous jeter dans le désordre. Il serait d'après cela bien à souhaiter que si la réponse de Paris tarde encore un peu, il y eût dans le Valais quelque mesure publique par laquelle l'autorité légitime désavouât toutes ces menées sourdes qui jettent les citoyens honnêtes dans le découragement. Veuillez bien faire part de ceci au citoyen landammann Rengger que j'assure de mon respect, et prendre ses avis sur ce qui pourrait être fait utilement dans la circonstance. Le ministre plénipotentiaire de France a désavoué publiquement dans une lettre imprimée ce qui se faisait au mois de mai dans le Léman<sup>4</sup> ; peut-être une démarche analogue serait-elle bien placée dans la circonstance où nous nous trouvons.

(H 36, N° 7072, minute.)

<sup>1</sup> Information publiée dans *Le Nouvelliste Vaudois*, N° 56, du 13 juillet 1802.

<sup>2</sup> Dimanche, 4 juillet 1802.

<sup>3</sup> *Le Nouvelliste Vaudois*, N° 57, du 16 juillet 1802, relate brièvement cette manifestation du dimanche 4 juillet : « Les habitants de la ville n'ont point voulu s'y joindre et on n'a remarqué parmi eux que notre municipal Lacoste. La force armée française a dissipé ce rassemblement. » — Il s'agit de Jean-Marie Lacoste, ex-représentant au Grand Conseil, nommé président municipal de Sion sous le régime militaire. — *Le Nouvelliste Vaudois*, N° 58, du 20 juillet, donne quelques détails supplémentaires sur cette journée.

<sup>4</sup> Le 19 floréal [9 mai], Verninac avait fait paraître dans *Le Nouvelliste Vaudois*, N° 38, du 11 mai, une lettre qui désavouait les chefs de l'insurrection suscitée pour l'abolition des dîmes et des cens dans le canton de Vaud : « ... Le gouvernement français n'entendra pas sans la plus vive indignation qu'ils aient osé se couvrir des couleurs françaises, qu'ils se soient flattés de n'être point désavoués par lui et qu'ils aient menacé les autorités helvétiques d'une injurieuse émission de vœu de réunion à la France... »

### Berne, 7 juillet 1802. — Augustini au Conseil d'exécution

*Il lui demande une réponse à ses mémoires relatifs au compte en bloc en faveur duquel il apporte encore quelques arguments.*

(Analysé et publié partiellement dans Strickler, t. 8, p. 224, N° 22.)



Berne, 8 juillet 1802. — « **Projet d'un arrêté ou d'une loi relativement à l'introduction d'une nouvelle constitution en Valais** », de la main d'Augustini

*Ce projet comprend 12 articles :*

1. *Le projet de constitution pour le Valais sera soumis à l'approbation d'une diète cantonale du Valais.*
2. *et 3. Le gouvernement helvétique nommera un commissaire qui convoquera une diète du Valais.*
4. *5. et 6. Articles relatifs au choix des députés à la diète.*
7. *La diète se tiendra à Sion et constituera son bureau.*
8. *Le commissaire proposera le projet de constitution à la délibération de la diète.*
9. *Le commissaire est instruit des délibérations de la diète.*
10. *Le commissaire proclame la République du Valais.*
11. *La diète portera aussitôt les lois organiques pour la mise en vigueur de la constitution.*
12. *Pendant la durée de la diète, aucun militaire ne se trouvera à Sion, ni à 6 lieues à la ronde.*

(Publié dans Strickler, t. 8, pp. 439-401, N° 2.)

Berne, 9 juillet 1802. — Augustini [aux notables du Valais]

Hier, à dix heures et demie du soir, nous avons fini avec M. Verninac et les articles de notre indépendance et le projet de notre constitution. J'ai encore obtenu quelques choses très favorables, mais il fallait ne faire qu'un acte.

J'ai aussi consenti que le Sénat helvétique porte une loi en vertu de laquelle un commissaire du gouvernement sera nommé, des assemblées primaires tenues pour nommer les députés à la diète. J'ai moi-même dressé le projet de la loi <sup>1</sup>. J'espère que vous en serez contents.

M. Verninac fait part de tout cela aujourd'hui au général Turreau et s'il s'y oppose, il l'adressera au gouvernement français.

J'ai aussi présenté hier une pétition au Petit Conseil dans laquelle je rends compte de toutes les menées que vous m'avez annoncées et j'ai demandé qu'on en fasse part au ministre Verninac que j'ai aussi informé de tout officiellement et qu'on tâche d'obtenir de lui une réponse comme celle qu'il a

donnée à l'occasion des signatures pour la réunion à la France dans le temps de l'insurrection du Léman, et l'agrément de la faire imprimer. J'ai fait mes informations à chaque membre du Petit Conseil verbalement et les ai trouvés très bien disposés et M. Verninac réellement fâché de ces menées. Nous n'avons qu'à nous louer de ses bontés à notre égard.

Comme je vais essayer de faire trois doubles de l'acte dressé hier au soir jusqu'à 12 heures afin qu'un parte aujourd'hui encore pour le gouvernement français, je n'ai pas le temps de vous écrire davantage.

Rendons grâces au Seigneur et profitons en paix de notre nouvel état.

(Rz, cart. 55/18/18, copie de Ch.-Emm. de Rivaz.)

<sup>1</sup> Voir pièce N° 24.

26

**Berne, 9 juillet 1802. — Augustini au Conseil d'exécution**

*La République helvétique, et non pas les députés du Valais, devrait être partie contractante de l'indépendance du Valais, dont l'établissement est urgent en raison de l'activité de Turreau.*

*Il se permet de revenir sur la question du compte en bloc.*

(Publié dans Strickler, t. 8, p. 440, N° 3.)

27

**Sion, 12 juillet 1802. — Ch.-Emm. de Rivaz à Augustini**

*Il le remercie pour la lettre du 9 juillet<sup>1</sup> et il lui fournit des détails sur le comportement de Pittier, sur les efforts que l'on accomplit à Sierre, à Chalais, à Sion, à Orsières et à Monthey pour obtenir des vœux de réunion à la France. Il lui demande d'intervenir à nouveau auprès du gouvernement helvétique pour que le Valais soit libéré de la présence de Turreau. « Point de repos pour nous, si le général Turreau est continué dans son commandement. C'est le refrain de tout ce qu'il y a de personnes bien intentionnées dans ce pays. »*

(H 36, N° 7078, minute. — Publié dans Strickler, t. 8, pp. 594-595, N° 7a.)

<sup>1</sup> Voir pièce N° 25.

**Berne, 12 juillet 1802. — Note remise confidentiellement  
au cit. ex-landammann Rengger par l'ex-sénateur Augustini**

*Verninac a prié Augustini d'intervenir auprès du gouvernement helvétique pour hâter la nomination d'un commissaire qui doit convoquer sans délai la diète du Valais.*

*Augustini proteste vivement contre l'attitude helvétique qui veut obtenir des dédommagements de la perte du Valais avant de procéder au choix d'un commissaire. Il le prie de solliciter l'arrêté qui permettra la tenue d'une diète prochaine en Valais.*

(Publié dans Strickler, t. 8, pp. 440-441, N° 5.)

**Berne, 13 juillet 1802. — Augustini à Ch.-Emm. de Rivaz et aux membres  
de la Chambre administrative, Stockalper, Preux, de Riedmatten, d'Olbec,  
« ses codéputés »**

J'ai eu l'honneur de vous tenir au courant jusqu'à jeudi passé au soir à dix heures et demie de nuit.

A dix heures et trois quarts, j'ai eu l'honneur de remettre à M. Verninac l'acte du projet de notre indépendance et constitution que je devais mettre au net d'après ce qu'a été convenu la veille. Il n'y a changé que trois mots relatifs à la diction et l'a fait partir le même jour à l'adresse de son gouvernement.

Comme M. Verninac avait écrit aussitôt au général Turreau pour lui faire part qu'il avait fini avec le gouvernement helvétique d'après l'intention du gouvernement français et pour l'inviter qu'il n'y mette pas d'obstacle, afin qu'une diète du Valais convoquée par un commissaire du gouvernement helvétique puisse librement délibérer à cet égard et s'organiser en cas d'acceptation, j'ai en attendant travaillé auprès le gouvernement helvétique afin de ne pas perdre une minute, d'autant plus qu'on cherche encore d'extorquer des signatures pour la réunion à la France, que celui-ci porte l'arrêté que je lui ai présenté concernant les assemblées primaires à tenir, etc., et nomme son commissaire du gouvernement ; mais j'y ai trouvé une lenteur qui me surprenait et que j'ai tâché de vaincre par une activité infatigable au point que M. Dolder, qui est très bien porté pour nous, me dit un jour en me prenant amicalement par la main : « Ma foi, M. l'ambassadeur du Valais mérite bien de sa patrie ; il ne laisse pas croître l'herbe sur les rues qui conduisent aux

personnes dont il a besoin pour elle. » J'ai enfin découvert la cause ; j'ai donné hier une note forte, vraie, mais très honnête à ce sujet <sup>1</sup> et j'espère qu'aujourd'hui l'arrêté que j'ai proposé pour la convocation d'une diète sera porté, et le commissaire, nommé ; mais je crois qu'il ne partira pas jusqu'à ce que la réponse du général Turreau à la lettre de M. Verninac soit arrivée, parce que le gouvernement helvétique dit qu'il ne veut plus s'exposer à des humiliations de la part de ce général.

Si la réponse n'est pas favorable, M. Verninac s'adressera aussitôt à son gouvernement ; mais il est parti hier matin à quatre heures pour les petits cantons. Je m'y suis rendu pour lui faire mes remerciements et le voir monter en voiture. En partant, il me dit : « M. Augustini, j'ai conféré hier de nuit avec M. Dolder ; j'invite le gouvernement helvétique de ne pas perdre un instant pour nommer son commissaire et pour faire organiser le Valais d'après ce que nous avons conclu. M. le général Turreau ne peut pas y mettre des obstacles. J'ai tout fait d'après l'instruction positive que j'avais de mon gouvernement. Insistez auprès du gouvernement helvétique, vous aussi, pour agir sans délai. Profitez du temps. J'espère que d'après mon entretien avec M. Dolder, le gouvernement nommera aujourd'hui encore son commissaire et portera un arrêté selon vos désirs. Si vous trouvez des obstacles, faites-moi en part sans délai par mon secrétaire pour Lucerne, etc. »

M. le secrétaire d'ambassade a ordre d'ouvrir et de me communiquer la réponse du général Turreau. D'après tout cela, vous conviendrez avec moi que M. Verninac nous veut réellement du bien et qu'il mérite notre confiance et reconnaissance. Il m'a aussi écrit une lettre la veille de son départ qui fait conster aussi qu'il nous veut du bien et qu'il est content de la loyauté des députés du Valais et de ma conduite <sup>2</sup>.

Je n'ose confier au papier la cause de la lenteur dont je vous ai parlé, ni vous envoyer copie de l'acte dressé parce que M. Verninac ne veut pas qu'il paraisse encore dans les papiers publics, mais je puis vous dire qu'il n'y a rien de changé dans le projet de constitution et dans les articles de l'indépendance, et a été changé ce que j'ai eu l'honneur de vous mander déjà, et un article y fut ajouté par lequel il conste que la République du Valais, en vertu de son indépendance est dans le plein droit de pouvoir changer sa constitution. Vous serez contents.

Nous aurons vraisemblablement le sénateur Lanther pour commissaire ; il n'est pas ami des xxx. MM. de Flüe et Savary sont aussi sur la liste. M. Schmid, d'Altdorf y était, mais M. Verninac l'a dissuadé à cause de la route du St-Gothard.

J'ai sollicité le résultat d'un compte en bloc, sans cesse, en présentant à mesure des nouvelles raisons qu'elles se présentaient à mes yeux. Le retard provient, m'a dit hier le citoyen Füssli, de ce que le département des Finances n'a pas fait son rapport mais je me trouve à présent dans une grande irrésolution à cet égard à cause que le général Turreau a écrit à M. Catoire qu'il rendrait compte au gouvernement helvétique aussitôt que celui-ci aurait payé au Valais les grandes sommes qu'il lui doit. De là il résulte que le général Turreau veut retenir au gouvernement helvétique les argents et la valeur des sels séquestrés si notre compte en bloc était fini. Il retiendra le montant de

ce que le gouvernement helvétique nous devra donner aussi là-dessus et nous [n']en aurons peut-être alors rien. Qu'en pensez-vous ? Dans ce moment arrive la famille Stockalper.

Salut respectueux et amitié sincère.

(Rz, cart. 55/18/19, copie de la main de Duc fils, juge, datée du 15 juillet.)

<sup>1</sup> Voir pièce N° 28.

<sup>2</sup> H 22, II A 8, pap. 5, du 22 messidor an 10 (11 juillet 1802). On y trouve cette phrase très importante pour le Valais : « Votre République, Monsieur, peut compter sur une bienveillance distinguée de la part de la France, si, comme vous me faites l'honneur de me l'écrire, elle s'attache à ses intérêts et à sa gloire. »

30

Berne, 15 juillet 1802. — Augustini à Ch.-Emm. de Rivaz

J'ai donné par le courrier de mardi toutes les nouvelles que j'avais. Je n'ai qu'à ajouter ceci.

Hier, M. Rengger a fait son rapport<sup>1</sup> et moi, une représentation très urgente pour que le commissaire soit nommé et parte selon les désirs de M. Verninac et les nôtres. Mais le gouvernement persiste à ne [pas] vouloir le faire jusqu'à la réponse du général Turreau, afin qu'on sache s'il y mettra des obstacles. Il ne veut plus s'exposer à des nouvelles humiliations de sa part. Aujourd'hui, j'ai rendu compte des tristes nouvelles que j'ai reçues de vous, de Sierre, de Martigny et de Monthey. J'ai demandé :

1. que le gouvernement fasse un acte ostensible pour convaincre le public en Valais que l'indépendance du Valais est assurée par le gouvernement français. Il est vrai, j'ai demandé que le gouvernement helvétique provoque une lettre de M. Verninac au sujet des signatures pour la réunion à la France et qu'elle soit imprimée et publiée. Le gouvernement l'a arrêté, mais le retard que mettait Müller-Friedberg à cette affaire et le départ subit de M. Verninac pour les petits cantons, m'ont fait manquer le résultat jusqu'à présent.

2. Je demande que le commissaire soit nommé et se rende du moins jusqu'à Bex auprès le général Turreau, pour savoir s'il veut s'opposer, afin que M. Verninac puisse prendre d'autres mesures. J'irai le chercher partout et en cas de refus du gouvernement helvétique, je tâcherai de prendre encore d'autres mesures.

Salut respectueux et amitié sincère.

(Rz, cart. 55/18/20, original.)

<sup>1</sup> Ce rapport, daté du 13 juillet 1802, est publié dans Strickler, t. 8, pp. 441-443, N° 6.

**Berne, 15 juillet 1802. — Augustini au Conseil d'Exécution**

*Il lui envoie copie de quelques déclarations qui prouvent les efforts des francophiles pour rattacher le Valais à la France [ci-après, Annexes I à V]. Il est donc indispensable de nommer tout de suite un commissaire et de convoquer la diète valaisanne. Tel est aussi l'avis de Verninac.*

*Si le Conseil d'Exécution craint une nouvelle humiliation de la part de Turreau, qu'il dépêche au moins vers le général un commissaire helvétique afin de connaître les intentions de Turreau pour qu'on puisse en instruire Verninac.*

(Publié dans Strickler, t. 8, pp. 597-598, N° 8.)

**Annexe I**

*Vouvry, 5 juillet 1802. — Déclaration du président François Cornut*

Je soussigné, président municipal de la commune de Vouvry, district de Monthey, au canton de Valais, certifie et atteste à tous à qui il appartiendra, qu'ayant eu l'occasion de voir hier, 4 de ce mois, dans cette commune, le citoyen Maurice Dépraz, greffier du tribunal du district de Saint-Maurice, je lui avais demandé ce qu'il savait des nouvelles publiques sur le sort politique du Valais ; que sur ce il me répondit que les députés qui étaient allés à Berne n'avaient rien fait et qu'on demanderait à Saint-Maurice les vœux du peuple pour la réunion à la France et qu'ils étaient pour l'affirmative, et que ceux qui étaient contre cette réunion avaient reçu des soldats en place de ceux qui avaient voté pour cette réunion. Il a enfin ajouté que le district de Brigue et un autre avaient demandé la réunion à la France.

(Helv., vol. 799, p. 597. — Analysé dans Strickler, t. 8, p. 592, N° 1.)

**Annexe II**

*St-Maurice, 12 juillet 1802. — Déclaration de Denis Débonnaire, officier municipal*

Moi, soussigné, déclare ce aujourd'hui 2 juillet, environ les huit heures du matin, [que] le citoyen Denis ou Louis Boignard, membre de la municipalité, m'a présenté dans mon domicile une adresse pour la réunion de ce pays à la France et sur mon refus, j'en ai fait le rapport au président Franc. Le 5, on m'a donné quatre militaires, item le 7, par ordre du président. La force armée est venue dans mon domicile pour me faire aller jusqu'à Aigle avec ma voiture et un collier pour le transport de deux chirurgiens [alors] que ce n'était point mon tour de marcher.

(Helv., vol. 799, pp. 597-598. — Analysé dans Strickler, t. 8, p. 595, N° 7b.)

### Annexe III

#### *St-Maurice, 12 juillet 1802. — Déclaration de François Joris, sous-préfet helvétique du district de Sembrancher*

Le 12 juillet 1802, je soussigné, m'étant rendu à 9 heures du matin au logement du citoyen Copt, commandant militaire de la place de St-Maurice, pour me consigner, il m'a demandé pourquoi je ne m'étais [pas] consigné hier dans l'après-midi. Je lui ai répondu que je m'étais présenté à son logement à 6 heures et quart, qu'ayant trouvé toutes les portes fermées et ayant frappé plusieurs fois à chaque porte et personne ne m'ayant répondu ni ouvert, je n'y étais [pas] retourné dans la ferme croyance que je n'étais pas tenu de trotter toute la journée l'escalier de son logement et que son bureau devait être ouvert du matin au soir. Il m'a répliqué que n'ayant pas de secrétaire, il ne pouvait le tenir ouvert continuellement.

Il me dit ensuite : « Hé bien ! *Le Nouvelliste Vaudois* a désavoué le concordat sur lequel on s'appuie ». Je lui ai répondu qu'il avait désavoué l'article qui l'avait annoncé comme fait entre le ministre Verninac et les députés du Valais, mais qu'il n'en était pas moins vrai qu'il existait comme fait entre ledit ministre et le gouvernement helvétique. — « Ce sont des contes que l'on vous fait », m'ajouta-t-il. Je lui ai répliqué que tout ce qu'il me disait était à pure perte, que je savais à quoi m'en tenir. — « Verninac, me dit-il, est ministre en Suisse et non en Valais qui est détaché de la Suisse, et n'a rien à commander dans ce pays. Le général Turreau seul a droit de gouverner et gouverne le Valais ». Je lui ai répondu que le ministre Verninac est un homme franc, loyal et incapable de tromper, et que s'il n'avait pas eu des pouvoirs de son gouvernement pour négocier avec le gouvernement helvétique relativement à ce pays, il ne serait certainement pas entré en négociation. Il me répéta que le général seul avait droit et tous pouvoirs sur ce pays-ci. Je lui ai répliqué qu'il ne nous avait jamais fait connaître sa mission, qu'il a pu en avoir une ci-devant, mais que j'étais persuadé qu'elle avait changé, que sa mission n'a jamais pu autoriser toutes les vexations que nous avons essayées, et que le Premier Consul avait trop de sentiments et s'était montré trop généreux envers les pays conquis pour maltraiter le Valais, qui a fait les efforts les plus vifs et les sacrifices les plus grands pour seconder les opérations des armées françaises. — « Le général a bien fait voir sa mission, me dit-il. Sa force est connue. Pourquoi ne l'a-t-on pas repoussée ? — Parce qu'il était plus honorable et plus glorieux pour le peuple valaisan de souffrir patiemment et courageusement et de réclamer contre les vexations d'une manière légale, qu'en mon particulier, s'il fallait recommencer la lutte, je ne me conduirais pas différemment que je ne me suis conduit. — « L'honneur est dans tout pays, ajouta-t-il, de plier et [d'] obéir à la force, et vous auriez mieux fait, dès votre destitution, de ne point vous mêler d'affaires publiques ». Je lui ai répondu qu'ayant promis au général, au commencement de janvier qu'il me fit aller à Sion, que je ne négligerai rien pour mériter son estime, j'ai voulu remplir ma promesse et je ne négligerai rien non plus à l'avenir à cet effet. — « Vous pourriez bien rester ici plus longtemps que vous ne croyez », me dit-il encore. Je lui ai répondu que cela préjudicierait à mes affaires domestiques, mais que je saurais, s'il le fallait, faire encore ce sacrifice à ma patrie et que j'avais fait mes protestations lors de ma destitution et depuis, que je ferai valoir en temps et lieu contre qui il écherra.

Il m'a parlé du gouvernement helvétique, disant qu'il n'avait pas secouru ce canton. Je lui ai répondu que ces années dernières le gouvernement nous avait donné des secours, que le gouvernement français nous avait bien promis de nous payer nos fournitures, nos transports, etc., que peut-être en avait-il livré les fonds nécessaires, mais que nous n'avions reçu que peu de chose. Il m'a répliqué que le gouvernement français ne nous devait rien et que nous lui devions les frais de guerre, nous ayant apporté la liberté. Je lui ai répondu que nous ne lui en devions point, soit parce qu'il nous y avait engagés, soit parce qu'il était tenu de nous défendre d'après le traité d'alliance, et que précisément parce qu'il nous avait apporté la liberté, il ne pouvait disposer d'un peuple libre sans son consentement. — « Le Haut-Valais a été, me dit-il, conquis » Je lui ai répliqué : « Il s'était insurgé contre son gouvernement helvétique ; il lui a été soumis et non conquis ». Ensuite, il m'a demandé si mon oncle Joris avait signé pour la réunion. Lui ayant dit : « Non ». — « Il perdra sa pension », me répliqua-t-il. Je lui ai ajouté que s'il ne pouvait la conserver qu'aux dépens



de son honneur, je savais que mon oncle en ferait volontiers le sacrifice, mais je crois qu'il n'est [pas] au pouvoir de M. Franc et de ses compagnons de la lui faire perdre. « Ils ont le bras trop court pour cela ; il l'a méritée par ses longs et fidèles services et s'il signait pour la réunion dans la crainte de la perdre, Bonaparte l'envisagerait comme un militaire lâche et l'en regarderait indigne ».

« Attendez les événements. Vous verrez si le Valais ne sera pas réuni ». — « Je les attends, lui dis-je, comme jusqu'ici avec calme et patience ». — « Vous verrez les contributions que le général va jeter ; il en jettera surtout une terrible sur la commune de [Bourg-] St-Pierre ; elle a gagné de l'argent au passage des armées, mais il faudra qu'elle le sorte ». J'ai répondu qu'elle n'avait guère reçu d'argent, que je savais qu'elle avait considérablement souffert et qu'elle n'avait pas été dédommée.

(Rz, vol. 76, pap. 72, copie. — Analysé et partiellement publié, avec des variantes de détail, dans Strickler, t. 8, p. 596. N° 7°.)

#### Annexe IV

*S. l., 12 juillet 1802. — Anonyme à Augustini*

Malgré que vous êtes assez occupé de vos travaux pour la patrie, je ne peux tarder de vous donner une petite idée de la fête civique que les jacobins du district de Sierre ont eue le 11 courant, dans laquelle festività il ne se trouva que la commune de Granges, six individus de Chalais et autant de Lens. Mais ces chefs de Granges ont emmené leurs femmes lesquelles ont dansé jusqu'au lundi avec les soldats français. Le commandant Valet qui était ici, lorsqu'il a vu la qualité des personnages, n'a pas daigné de les aller voir, ni non plus de dîner là. Il s'est fait porter le dîner à sa chambre. Ces gens de Granges ont tâché toute la journée d'enrôler des individus dans leur compagnie, mais en vain. Ils étaient saouls comme des cochons et pendant la nuit ils ont jeté des pierres dans la chambre de M. le capitaine Preux, ex-grand-juge. On croit que pendant la nuit ils aient fait un faux procès-verbal sur le district, comme si Sierre aurait donné dedans, ce qui est extrêmement faux. Par le premier [courrier], le district vous fera tenir un détail de la journée du 11 officiellement. Ils ont osé même dire publiquement que M. Verninac était destitué et qu'il ne fallait plus tarder à demander la réunion, comme ils avaient fait, eux. Je vous prie de hâter à mettre fin à notre cause, car les peuples, par ces vexations journalières de Turreau, commencent à devenir faibles.

(Helv., vol. 799, p. 595, copie. — Analysé dans Strickler, t. 8, pp. 593-594, N° 6 a.)

#### Annexe V

*S. l., 12 juillet 1802. — Anonyme à Augustini*

*Il l'informe des menées des francophiles afin d'obtenir des vœux de réunion du Valais à la France et demande qu'on rassure la population valaisanne par un article à paraître dans Le Nouvelliste Vaudois.*

*« En partageant avec mes concitoyens la reconnaissance qu'ils doivent à si juste titre pour votre zèle infatigable, pour votre fermeté, pour l'intérêt que vous prenez au salut de la patrie, je vous conjure, Monsieur le président, d'aviser aux moyens que vous croirez les plus propres pour mettre fin aux menées des émissaires et aux vexations du général Turreau, soit de ses agents, afin que le Valais, en conservant son honneur, ne perde pas la belle réputation qu'il s'est acquise en luttant contre une torture politique de plusieurs mois. »*

(Helv., vol. 799, pp. 591-593, copie. — Publié presque entièrement dans Strickler, t. 8, pp. 595-596, N° 7d.)

Berne, le 16 juillet 1802. — Augustini à Ch.-Emm. de Rivaz et aux membres de la Chambre administrative, de Riedmatten, Stockalper, Preux et d'Olbec, « codéputés »

Sur ma pétition ferme et instante que j'ai présentée hier et dans laquelle je prouvai le péril dans le retard par les menées affreuses qu'on emploie pour extorquer des signatures pour la réunion à la France et demandai enfin du moins une réponse prompte afin de pouvoir prendre d'autres mesures, le gouvernement a arrêté :

1. de demander une invitation officielle de M. Verninac pour l'exécution du concordat et de la faire alors de la manière à peu près comme je l'ai proposée ;

2. de provoquer une déclaration de M. Verninac comme quoi le gouvernement français n'accepterait pas ce vœu des Valaisans pour la réunion à la France et de la faire imprimer. C'est ce que j'ai deux fois sollicité.

J'espère donc bientôt la fin de nos maux parce qu'on attend M. Verninac dans la journée de retour ici à cause du mauvais temps. En attendant, on peut convaincre les incrédules sur l'existence du concordat par le discours officiel de M. Rengger à l'ouverture du Sénat<sup>1</sup> et faire sentir à tous la sottise de s'incorporer à présent à la France par ce raisonnement : « Nous pouvons toujours la demander si nous [ne] nous trouvons pas bien avec notre indépendance, mais une fois incorporés, adieu l'indépendance. »

Salut respectueux et amitié sincère.

(Rz, cart. 55/18/21, copie de Duc fils, juge, datée du 18 juillet 1802.)

<sup>1</sup> Le texte allemand de ce discours prononcé le 3 juillet se trouve dans Strickler, t. 8, pp. 266-271. Une traduction française se trouve dans *Le Nouvelliste Vaudois*, Nos 55, 57 et 58, des 9, 16 et 20 juillet 1802.

Sion, 16 juillet 1802. — Ch.-Emm. de Rivaz à Augustini

L'événement a confirmé les avis que j'avais eus d'avance sur le plan formé au quartier-général d'organiser un mouvement à Sierre, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous en informer dans ma lettre du lundi dernier<sup>1</sup>.

J'ai reçu de MM. Preux et Adrien Courten le verbal de ce qui s'est passé en cette occasion, ainsi que la proteste judiciaire que les procureurs des communes ont faite contre cette intrigue et je m'empresse de vous l'envoyer, persuadé que vous en donnerez connaissance de suite soit à M. l'ambassadeur, soit au gouvernement helvétique. Je crois qu'il serait très important que ce

dernier en donnât connaissance à son ministre à Paris pour infirmer, s'il en est besoin, l'effet que pourrait produire l'envoi de l'acte de réunion émis au nom du district de Sierre chez le commandant Valet par le petit nombre de personnes qui composaient cet attroupement. Le lendemain, nos Messieurs qui ont été avec vous à Berne ont projeté d'écrire une lettre au général Turreau lui-même pour se plaindre de ces manœuvres et de l'appui qu'y donnaient les troupes françaises<sup>2</sup>. On me l'a envoyée pour la signer aussi et je l'ai fait, persuadé que cette démarche ne pouvait qu'être utile. Je vous en transmets ici copie. Ces pièces, jointes à celles que j'ai déjà envoyées, constatent l'influence secrète qui dirige ces manœuvres, et il paraît que le gouvernement helvétique devrait les dénoncer en faisant sentir combien l'appui que la force armée leur prête, compromet le gouvernement français, dont on emprunte assez ouvertement le nom pour les couvrir. Ce serait un nouveau motif pour ne pas maintenir en Valais un homme que la marche tout à fait prononcée de son gouvernement ne peut empêcher de suivre ses plans personnels de réunion et d'appuyer par des moyens vraiment révolutionnaires les intrigants qui sont intéressés à leurs succès. Nous nous en remettons à votre zèle et à vos lumières sur ce qui peut être mis en usage dans la circonstance. Demain, je vous enverrai par le courrier une protestation souscrite par les citoyens notables de Saint-Maurice contre les signatures qui peuvent avoir été obtenues par suggestions ou menaces et mauvais traitements dans cette même commune. Je pense qu'il en arrivera successivement encore d'autres ; mais je crois qu'il est important de ne pas les attendre pour faire usage de ce que vous avez entre les mains, parce que je sais que plusieurs des pièces en faveur de la réunion ont déjà été remises par Pittier au général, et que hier Franc et le commandant Copt lui ont porté celle de Saint-Maurice. J'ai su par deux rapports différents que Pittier avait assuré le général que la commune d'Orsières s'était prononcée pour cette réunion et cependant nous sommes assurés que c'est le contraire<sup>3</sup>. On avait publié que ceux qui voudraient se réunir devaient lever leurs chapeaux et tout le monde s'est retiré sans rien dire et sans qu'il y ait eu des chapeaux levés. A présent, Pittier prétend que c'étaient ceux qui voudraient rester indépendants qui devaient lever leurs chapeaux et que par conséquent tout le monde s'est déclaré Français, ce qui est contre le vœu connu de la commune. Divers particuliers ont été chez l'agent intrus pour lui demander copie de sa publication ; il l'a constamment refusée, et ils en ont pris acte devant témoins. A Sembrancher, la démarche des agents du général a aussi échoué ; mais le soir, on a envoyé cinq mauvais sujets à courir les rues en criant : « Vive Pittier, vive Turreau ! » On croit qu'on prépare quelque chose d'à peu près semblable pour dimanche prochain à Martigny. L'esprit, au surplus, y est bon. Bovernier, Riddes et Saxon doivent avoir donné des actes pour la réunion. On ne sait pas encore ce qui s'est passé à Bagnes où Pittier s'est rendu dimanche, mais on croit qu'il n'y a pas eu de succès. Vollèges, Liddes, Bourg-St-Pierre ont encore un bon esprit. On dit qu'il y a eu des actes donnés dans le district de Loèche des communes de Varone, d'Inden, d'Albinen. Vous en serez sans doute instruit plus positivement. Ce qu'il y a de plus à craindre, c'est que quelques municipaux prennent le nom de la commune entière sans la consulter, et que peut-être encore on ne suppose des signatures qui n'ont pas existé. C'est contre tout ce manège qu'il faut se prémunir. Veuillez réfléchir

chir sur les moyens et voir ce que le gouvernement lui-même sera disposé à faire pour éclairer le Premier Consul sur l'odieuse de cette intrigue. Nous attendons toujours avec impatience la nomination du commissaire qui doit venir en Valais, et quelque acte qui rassure le public contre les craintes que lui donnent ces menées. Nous sommes fondés à croire d'après l'appui qu'y donne le général, qu'il mettra des obstacles à ce que le commissaire helvétique use de ses pouvoirs dans ce pays et s'il faut encore avoir un nouvel ordre de Paris pour cela, cette attente sera bien pénible. Le général usera de cet intervalle pour décourager par ses agents. D'ailleurs, il vient de remettre de la troupe à Sierre à la charge des habitants. Il n'y a plus d'argent dans la caisse de son receveur et on ne tardera pas à voir éclore une nouvelle contribution, ainsi que je vous l'ai annoncé. Tout cela présente une perspective bien affligeante. J'ai écrit lundi dernier au département de l'Intérieur pour le presser, eu égard aux circonstances, de nous fournir les cinq mille livres qui restent encore à livrer de la somme accordée au canton par le Petit Conseil<sup>4</sup>. Veuillez réclamer et solliciter de nouveau ses bontés à cet égard. Ce secours devient plus urgent que jamais.

(H 36, N° 7082, minute.)

<sup>1</sup> Voir pièce N° 27.

<sup>2</sup> Cette lettre, datée du 12 juillet 1802, se trouve transcrite dans Ch.-Emm. de Rivaz, *Mémoires historiques...*, pp. 285-288.

<sup>3</sup> Nouvelle relatée dans *Le Nouvelliste Vaudois*, N° 63, du 6 août 1802.

<sup>4</sup> H 36, N° 7076, du [dimanche] 11 juillet 1802. — Document analysé dans Strickler, t. 8, p. 225, N° 24.

### Sion, 17 juillet 1802. — Ch.-Emm. de Rivaz à Augustini

J'ai l'honneur de vous transmettre, selon ma promesse d'hier, la proteste de la ville de St-Maurice<sup>1</sup>. Quoique les signatures n'y soient pas mises avec tout l'ordre qu'elles auraient dû avoir, on pourra cependant y remarquer qu'elle est revêtue de celles des municipaux, tant de ceux nommés par le peuple, que de ceux nommés par les autorités militaires, de celles de six régisseurs, des juges du district, du canton et de tous les notables de la commune. On aurait pu en joindre beaucoup d'autres, si on n'avait pas cru suffisant d'avoir principalement celles des personnes constituées en autorité. Je remets à votre zèle à en tirer tout le parti que les circonstances permettront. Je crois que j'en recevrai successivement d'autres et j'aurai l'honneur de vous les envoyer, à moins que vous m'écriviez que cela est inutile.

M. le major de Bons, qui a vu ici quelqu'un venant du quartier-général, dit que quelqu'un avait rapporté que le général parlait avec une espèce de mépris des mesures que prenait M. l'ambassadeur. C'est un motif de plus pour être sûr, ainsi que je le croyais déjà, qu'il se refusera à l'admission du commissaire jusqu'à ce qu'il ait reçu des ordres précis du Consul même. Je crois

donc qu'il ne faut pas attendre davantage sa réponse, mais prier M. l'ambassadeur d'écrire sur-le-champ pour qu'on fasse cesser les obstacles que ce général fait naître. Il nous paraît essentiel à tous de presser ce dernier article.

Il semble aussi que lors même que le gouvernement ne voudrait pas envoyer son commissaire sur les lieux jusqu'à ce qu'il fût assuré que sa personne y soit respectée, il serait toujours utile qu'il rendît le décret par lequel il le nomme. Cet acte public prouverait au peuple valaisan que les choses sont fort avancées et cette certitude le soutiendrait au milieu des intrigants dont il est environné.

Pardonnez la hâte avec laquelle je vous écris et veuillez agréer de nouveau l'expression de mes sentiments.

(H 36, N° 7086, minute.)

<sup>1</sup> Rz, vol. 76, pap. 76, *Protestation des autorités et notables de Saint-Maurice...*, du 16 juillet 1802, copie.

35

**Berne, 19 juillet 1802. — Augustini au Conseil d'Exécution et au Sénat**

*Le Valais éprouve deux sentiments contradictoires au moment où il doit quitter la République helvétique : l'un, de tristesse et l'autre, de satisfaction. Tristesse de devoir quitter la mère patrie et satisfaction de pouvoir renouer avec elle les anciennes relations confédérales.*

Publié dans Strickler, t. 8, p. 451, N° 10.

36

**Sion, 20 juillet 1802. — Ch.-Emm. de Rivaz à Augustini**

J'ai reçu aujourd'hui les protestations ou procès-verbaux de quatre communes du district de Sembrancher, savoir : du chef-lieu [Sembrancher], d'Orsières, Bourg-St-Pierre et Vollèges. Je m'empresse de vous les transmettre, persuadé que vous pourrez en faire un usage très utile. Nous sommes certains que le général Turreau envoie à Paris des pièces dans un sens contraire ; il est à craindre qu'elles ne produisent quelque fâcheux effet et d'après cela nous croyons qu'il serait convenable que le gouvernement helvétique fit une démarche auprès du Premier Consul pour lui faire connaître combien peu les adresses qui lui parviennent de par le général expriment le vœu du peuple valaisan. Nous remettons la chose à vos lumières. Vous êtes sur les lieux et vous verrez certainement mieux que nous ce que les circonstances peuvent exiger ou permettre.

Massongex a tenu dimanche une assemblée générale requise par le citoyen Franc et à laquelle la commune n'a pas osé se refuser. Le résultat a été très différent de ce que les agents du général en espéraient, puisque, sur plus de quarante votants, il n'y en eut que trois qui aient opiné pour la réunion, quoique la commune eût été menacée de troupes. Si je reçois le verbal de cette assemblée, j'aurais soin de vous l'envoyer, ainsi que tous ceux qui me parviendront par la suite.

Je suis instruit que nombre d'autres communes se disposent à en faire en faveur de l'indépendance et contre la réunion. On pourra généraliser cette mesure, si les retards sur la décision de notre sort la rendent nécessaire. On attend avec bien de l'impatience ou un commissaire ou quelque acte public qui tranquillise sur tout ce que les menées des agents du général et le silence du gouvernement présentent d'inquiétant. Il est effectivement difficile de se défendre de beaucoup de perplexités quand on voit le commandant des troupes en Valais continuer ses mesures malgré tout ce que le gouvernement français fait dire à son ministre en Suisse. Dieu veuille bientôt faire cesser ce contraste mystérieux et pénible ! Il n'est sorte de bruits que les intrigants répandent. Hier on m'[a] écrit de Monthey qu'un homme venu de Sion disait que cette ville et les communes environnantes avaient voté pour la réunion. Peut-être écrit-on de même toutes ces faussetés au Consul ; c'est sur quoi il devient très pressant d'être en garde. On vous a envoyé copie de la réponse du général Turreau à notre lettre. Vous y verrez comme il a affecté d'éviter d'entrer en matière ; vous y aurez remarqué qu'il prétendait avoir des rapports officiels sur ces objets. Ce sont ces rapports officiels qui font sans doute le voyage de Paris et qui rendent les choses tout autrement qu'elles ne sont. C'est donc à cela qu'il me paraît le plus important de parer. Je le soumets à vos sages réflexions.

Veillez agréer de nouveau l'assurance de mes bien respectueux sentiments.

[P. S.] Il est parti ce matin une des deux compagnies qui étaient en garnison ici et la seconde part demain matin. Toutes deux s'acheminent du côté de Sion. On nous annonce qu'elles seront remplacées par deux compagnies de la même 87<sup>e</sup> demi-brigade qui se trouvent dans le canton de Vaud. On dit même que toute cette demi-brigade se retirera en Valais lorsqu'on effectuera l'évacuation des troupes françaises en Suisse. Cette perspective est bien affligeante et si elle se réalise, cela va mettre au désespoir le peuple déjà si fatigué. Une autre nouvelle non moins désagréable est qu'il est arrivé hier quatre ingénieurs français qui se prétendent chargés par leur gouvernement de dresser un plan pour la route de Saint-Maurice à Saint-Gingolph. Cela contraste encore avec les articles convenus avec l'ambassadeur qui portent que cette route sera entretenue par le Valais.

(H 36, N° 7091, minute.)

Sion, 26 juillet 1802. — Ch.-Emm. de Rivaz à Augustini

Il vient de paraître une proclamation du général Turreau que je crois utile de vous envoyer sans délai, et dont vous trouverez ci-joint un exemplaire. Vous y verrez qu'il prend le titre de commandant général de l'*Etat du Valais* et nous en avons conclu qu'il compte conserver son commandement lors même que notre indépendance aura été reconnue et organisée. C'est une perspective très affligeante puisqu'on ne peut douter qu'il ne continue à agiter le peuple tant qu'il sera parmi nous. Nous vous en faisons part afin que vous puissiez en tirer tel parti que les circonstances vous le permettront pour le bien du pays.

Depuis votre départ de Loèche, le commandant de Sierre, Valet, a été avec deux compagnies en exécution militaire dans les communes d'Ayent et de Nax. La première a payé seize louis de frais d'exécution outre la nourriture de la troupe. On lui a compté cent trente sept soldats présents tandis qu'il est certain qu'il n'y en avait pas cent. On a eu le compte écrit de la main même de ce commandant. Les mêmes compagnies ont été à Nax, et là il s'est fait payer pour cent cinquante<sup>1</sup>. Tous ces actes répandent de plus en plus la terreur et la conduite du général, si contradictoire avec les assurances données par le ministre plénipotentiaire, devient tous les jours plus une énigme insoluble. On m'[a] écrit hier de Monthey qu'il a dit à Durr, de Bex, que le préfet français qui doit venir en Valais était déjà nommé ; c'est le citoyen Du Fay qui m'informe de ce propos<sup>2</sup>. Vous saurez déjà qu'il a dit au citoyen Lang que les fonctionnaires n'avaient qu'à aller leur train sans s'inquiéter des bruits contraires et hier le citoyen sénateur Duc m'a dit que ces fonctionnaires avaient reçu l'ordre du général de prendre la cocarde française. M. Jacques Preux, qui est parti hier de Sierre, vous aura aussi instruit des craintes où l'on y était au moment de son départ. Ce bruit était répandu partout, mais les scènes qu'on redoutait n'ont pas eu lieu. Le citoyen Pittier y a cependant paru le matin, mais il est revenu sans avoir rien fait entreprendre. On ignore ce qui peut avoir motivé ce changement de mesures. J'ai su qu'on vous pressait beaucoup depuis Sierre pour hâter l'envoi des commissaires. Nous pensons tous de même, bien persuadés d'ailleurs que vous ne négligerez rien de ce qui pourra y contribuer, ainsi qu'à nous délivrer de l'influence militaire étrangère, qui est le foyer de nos maux actuels. Nous attendons d'après cela avec impatience vos lettres de dimanche ; nous présumons qu'elles nous donneront des nouvelles positives sur l'arrivée desdits commissaires. Je ne dois pas oublier de vous dire que le commandant Valet a dit en Ayent que notre indépendance serait à la vérité organisée, mais que nous ne saurions pas nous entendre parmi nous, que le parti qui désire la réunion à la France entraverait les mesures du gouvernement et que la France serait dans le cas d'adopter ce dernier parti pour remettre la tranquillité. Il a ajouté que les Vaudois allaient aussi reprendre les armes et que la France enverrait de nouvelles troupes en Suisse et que vraisemblablement elle serait divisée. Ces derniers propos ne sont point officiels, mais ils m'ont été rapportés par deux membres de la municipalité d'Ayent. Ils servent à indiquer les projets que les agents du général ont pour



l'avenir et faire sentir de plus en plus la nécessité de l'éloigner, si on veut que cette contrée soit en repos. Dieu veuille amener cet heureux résultat ! Nous l'attendons avec bien de l'impatience.

(H 36, N° 7095, minute.)

<sup>1</sup> Les nouvelles relatives à Ayent et à Nax sont relatées dans *Le Nouvelliste Vaudois*, N° 63, du 6 août 1802.

<sup>2</sup> Rz, cart. 57/3/49, du 24 juillet 1802.

38

**Berne, 1<sup>er</sup> août 1802. — Augustini aux différentes autorités du canton**

Dieu soit loué ! Grâce soient rendues à Bonaparte qui réellement témoigne au Valais des égards particuliers ! Car dans sa puissance, il aurait pu dire : « Je veux le Valais », et, ne l'ayant pas réuni à la France, il aurait pu dire : « Je veux l'organiser », et il nous laisse une liberté entière de le faire. Grâce soient rendues à l'ambassadeur Verninac qui a tout fait pour nous ; grâce soient rendues à tous ceux qui se sont intéressés pour nous. Au fait.

Dans ce moment, M. Verninac me fait appeler et me communique officiellement une lettre de son gouvernement <sup>1</sup>, en vertu de laquelle, ensuite de deux lettres du ministre Verninac, le gouvernement français consent, s'il est temps encore, aux mesures suivantes :

1. Le peuple du Valais nommera lui-même ses électeurs et ceux-ci, les députés en diète.

2. La diète nommera aussitôt un plénipotentiaire pour signer le concordat relatif à notre indépendance avec les commissaires des gouvernements français, helvétique et italien.

3. La diète délibérera sur les articles de la constitution du Valais qui peuvent être changés ; mais les articles de l'indépendance restent invariables.

4. La diète nommera elle-même librement les membres du Conseil d'Etat.

5. Aussitôt qu'ils seront nommés, les trois commissaires les installeront.

M. Müller-Friedberg, selon le désir de M. l'ambassadeur, doit partir dans peu pour faire nommer les députés de la diète ; M. Verninac espère recevoir par le courrier prochain la nomination des commissaires français et italien, et il va en attendant faire part aussitôt à M. le général Turreau de ces mesures prises par le gouvernement français afin qu'il n'y mette pas d'obstacle.

M. Jacques Preux étant au moment de son départ et ne voulant pas retarder un instant cette bonne nouvelle, je vous demande pardon si j'écris si mal et si j'ai oublié quelque chose. Je l'ajouterai à mon prochain retour en Valais. En attendant, je répète de cœur et d'âme : *Pax nobis !*

Quel plaisir pour moi, pour un fonctionnaire fidèle, de voir ma chère patrie sauvée !

Salut, très profond respect et amitié éternelle.

(Rz, cart. 55/18/22, copie de Ch.-Emm. de Rivaz.)

<sup>1</sup> Lettre analysée dans E. Dunant, *Les relations diplomatiques de la France et de la République helvétique, 1798-1803*, Bâle, 1902, pp. 570-571, N° 1506, lettre de Talleyrand à Verninac, du 5 thermidor an X (24 juillet 1802).

Berne, 5 août 1802. — Traduction d'une circulaire d'Augustini « au Révérendissime Evêque, aux honorés et sages MM. Charles de Rivaz, préfet, aux membres de la Chambre administrative, au président Theiler, Monnier, Matter, Joris, Gross, de Nucé, sous-préfets, à l'ancien chancelier Roten, président Andenmatten, Stockalper fils, de Sépibus, ancien capitaine du dizain, Sigristen, ancien grand bailli, Du Fay, sous-préfet, aux ci-devant députés de Berne avec prière à chacun d'eux d'en donner connaissance aux autres selon que la prudence et la bienséance le demanderont ».

Ma commission pénible et périlleuse est terminée. Demain, le commissaire helvétique Müller-Friedberg part d'ici en passant par Vevey et moi par contre je passe par la Gemmi avec M. d'Olbec qui est venu ici pour quelques particuliers poursuivis et a retardé mon départ d'un jour parce que j'ai dû et voulu consacrer aussi mes services à cette affaire.

Hier, le gouvernement helvétique a pris un arrêté sur ma proposition pour la convocation des électeurs et de la diète. J'en porterai une copie avec moi.

M. Verninac a communiqué, il y a quelques jours, officiellement au gouvernement helvétique, les instructions qu'il a reçues du gouvernement français concernant notre organisation et la libre nomination des premières autorités <sup>1</sup>. Il a eu la bonté de m'en informer et m'a conseillé d'en demander une copie <sup>2</sup>. Il l'a fait afin que, soit le commissaire helvétique, soit nous, puissions nous opposer au cas que le général Turreau voulût entreprendre davantage ou autre chose que ce qui a été résolu par le gouvernement français. Ce ministre bien intentionné pour nous a adopté cette idée parce que, contre son attente et ses désirs, le général Turreau lui-même doit être le commissaire français. Néanmoins, M. Verninac m'a beaucoup consolé sur ce choix parce qu'il m'a assuré que les commissaires ne se mêleraient ni de notre organisation, ni des élections, et que le commissaire italien, M. Felici, selon l'assurance du ministre italien, était un honnête homme et que comme il vient directement de Paris il sera informé des dernières intentions du Premier Consul.

En attendant, j'avoue que la nomination du général Turreau m'a fort étonné, mais il n'[y] a rien à faire contre et les choses doivent prendre une fin. Je me transporterai aussitôt en compagnie d'autres notables valaisans à Bex pour, d'après le conseil de MM. Dolder et Verninac, faire au général, dans sa nouvelle qualité que nous reconnaissons actuellement, une visite qui a pour but l'avantage de notre chère patrie. Je vous en dirai davantage de bouche. L'instruction officielle de M. Verninac que je porterai avec moi vous donnera une connaissance plus parfaite de la chose.

Pour conclusion, d'autant que je ferai bientôt une relation verbale plus étendue et que je ne dois ni n'ose tout écrire, je dois dire par amour pour la justice que nous avons beaucoup d'obligation à M. Verninac et que MM. Dolder et Rengger se sont beaucoup intéressés pour nous.

Si le général Turreau, en sa qualité de commissaire, ne peut ni n'ose faire autre chose que ce qui se trouve dans les instructions de M. Verninac, la fin de nos maux est prochaine, et nos souhaits ainsi que notre négociation sont accomplis et terminés. Alors je m'estimerai heureux d'avoir employé mes moyens pour le repos de ma chère patrie. Prions le Père céleste pour la tranquillité et l'union parmi nous et pour un heureux succès de nos affaires.

Salut, profond respect et très parfaite amitié.

*P.-S. écrit en français :* Le temps ne m'a pas permis de dresser une circulaire en français comme je voulais et devais. Je prie M. le préfet d'en faire la traduction, d'insérer aussi ce post-scriptum, de la faire passer à Sion et où il convient par un exprès. Enfin, comme on fait des recherches, je prie aussi chacun de ne pas laisser tomber celle-ci entre les mains des antagonistes.

(Rz, cart. 55/18/23, copie de Ch.-Emm. de Rivaz.)

<sup>1</sup> Helv., vol. 1070, pp. 269-271, Verninac à Jenner, du 15 thermidor an X (3 août 1802).

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 273. — Le contenu de la 2<sup>e</sup> partie de la phrase d'Augustini ne se trouve pas dans la lettre de Jenner.

## Index des noms de personne

- Andermatt, Joseph-Leonz : 210  
 Augustini, Antoine : 194  
 Augustini, Antoine-Marie : 230-231, 235
- Barman, Jean-Pierre : 223  
 Basile, père capucin : 213  
 Bertrand, Louis-Benjamin : 223  
 Boignard, Denis : 233  
 Bonaparte : 195-196, 199-202, 215, 234-235, 238-239, 242-243  
 Bons, Jacques de- : 238  
 Bonvin : 213
- Catoire : 210-211, 231  
 Chavaillat : 213  
 Contard, Charles : 226  
 Copt : 234, 237  
 Corgioli : 222  
 Cornut, François : 233  
 Courten, Adrien de- : 236
- Débonnaire, Denis : 223, 233  
 Dépraz, Maurice : 233  
 Dolder, Johann-Rudolf : 194, 210, 212, 225, 230-231, 244  
 Duc, Jean-Joseph : 217, 241  
 Du Fay, Pierre-Louis : 241  
 Durr : 241
- Felici : 243  
 Flüe, Nikodem von- : 231  
 Franc, Joseph : 223, 226, 233, 235, 237, 240, 249  
 Füssli, Johann-Heinrich : 212, 225, 231
- Glutz, Peter-Joseph-Johann-Anton : 210
- Joris, François-Emmanuel : 226, 234
- Kuhn, Bernhard-Friedrich : 210
- Lang, Casimir : 241  
 Lanther, François-Pierre-Joseph : 231  
 Longeat, Pierre-Maurice : 223
- Lorge, Jean-Thomas-Guillaume : 220  
 Lovina : 213
- Marescalchi Ferdinand : 210, 217  
 Masséna, André : 220  
 Ménard, Jean-François-Xavier : 221  
 Mercanton : 210  
 Ministre des Relations extérieures de France, v. Talleyrand  
 Ministre italien, v. Marescalchi  
 Ministre plénipotentiaire de France, voir Verninac  
 Ministre plénipotentiaire helvétique pour l'affaire du Valais, v. Rengger  
 Montrichard, Joseph-Elie-Désiré : 210  
 Müller-Friedberg, Charles : 203, 210, 224, 232, 242-243
- Nucé de- : 213  
 Nucé Hyacinthe de- : 223, 226
- Peney, Jacques : 223  
 Perrig : 210, 212, 217  
 Pierraz : 213  
 Pittier, Joseph-Louis : 226-227, 229, 237, 241  
 Pralong : 226  
 Préfet national du Valais, voir Rivaz, Ch.-Emm. de-  
 Premier Consul, v. Bonaparte  
 Preux, Louis : 223  
 Preux, Jacques : 241-242  
 Preux, Pierre-Antoine : 217, 235-236
- Rengger, Albrecht : 194-195, 209-210, 212, 215, 224, 227, 232, 236, 244  
 Riedmatten, Pierre-Joseph de- : 202, 217  
 Rivaz, Charles-Emmanuel de- : 199-200, 217, 244  
 Rivaz, Isaac de- : 211-216, 225  
 Rüttimann, Vinzenz : 210, 217, 225
- Savary, François-Pierre : 231  
 Schmid, Anton-Maria : 231  
 Stapfer, Philippe-Albert : 195, 224  
 Stockalper, Gaspard-Eugène : 202, 217, 232

Talleyrand, Charles-Maurice : 195, 215, 224  
Theiler : 213  
Torrenté, Alphonse-Félix de- : 213  
Tousard d'Olbec, Anne-Louis-François :  
202, 211, 217, 243  
Turreau, Louis-Marie : 195-199, 201, 206,  
210, 212, 214-217, 223-224, 226-235, 237-  
244

Valet : 235, 237, 241  
Verninac, Raymond de- : 194-195, 200-203,  
210-212, 214-217, 224-236, 238-240, 242-  
244  
Wieland, Johann-Heinrich : 225  
Xaintrailles, Ch.-Antoine-Dominique : 220